Dahir du 5 mai 1932 (28 hija 1350) modifiant et complétant le dahir du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) sur l'organisation du barreau et l'exercice de la profession d'avocat. 679	Arrêté viziriel du 31 mai 1932 (25 moharrem 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition à titre gratuit par la municipalité de Casablanca d'une parcelle de terrain, et classant cette parcelle au domaine public de la ville 696
Dahir du 5 mai 1932 (28 hija 1350) modifiant le dahir du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) instituant des défenseurs agréés près les juridictions mahkzen, et réglant l'exercice de leur profession 679	Arrêté viziriel du 31 mai 1932 (25 moharrem 1351) déclarant d'utilité publique la fixation des dunes maritimes du Tamri et d'Arouais (Agadir) 697
Dahir du 6 mai 1932 (29 hija 1350) autorisant la location avec promesse de vente des parcelles de terrain domanial constituant le village indigène des M'Jatt (Meknès) 680	Arrêté viziriel du 31 mai 1932 (25 moharrem 1351) portant homologation du 6 ^e avenant à la convention du 10 mars 1914 pour la concession d'une distribution d'eau à Casablanca 697
Dahir du 6 mai 1932 (29 hija 1350) autorisant la vente des parcelles de terrain domanial destinées à des lots maraichers et d'artisan du centre des M'Jatt (Meknès). 680	Arrêté viziriel du 3 juin 1932 (28 moharrem 1351) délimitant le périmètre urbain du centre d'El Hajeb et le périmètre de sa zone suburbaine 697
Dahir du 7 mai 1932 (1 ^{er} moharrem 1351) autorisant la vente de parcelles de terrain domanial constituant le centre des M'Jatt (Meknès) 683	Arrêté viziriel du 4 juin 1932 (29 moharrem 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès de l'immeuble domanial dit « Nouader à Tlet Fehoul » 698
Dahir du 9 mai 1932 (3 moharrem 1351) approuvant l'avenant n° 4 aux conventions des 21 décembre 1921, 25 et 30 janvier 1922 relatives aux concessions de distribution d'énergie électrique dans les villes de Rabat et de Salé 685	Arrêté viziriel du 6 juin 1932 (3 safar 1351) modifiant l'arrêté viziriel du 7 février 1932 (9 jourmada II 1340) portant création d'une caisse de pécule du personnel civil de la régie des chemins de fer à voie de 0,60 698
Dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) suspendant provisoirement la perception de la taxe « ad valorem » à l'exportation sur les produits miniers de première catégorie 685	Arrêté résidentiel portant nomination de membres du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance. 699
Dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement de la partie sud-est de la ville de Rabat, dite « Zone de Chellah » 686	Arrêté résidentiel donnant délégation permanente de signature au chef du service du commerce et de l'industrie, en ce qui concerne les demandes de brevet d'invention et de certificat d'addition 699
Dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) instituant un permis d'exploitation de mines au profit de M. Antoine Sépulchre 686	Arrêté résidentiel fixant les règles de transcription en français de l'arabe et du berbère, en vue de déterminer l'orthographe française des termes géographiques et des noms des collectivités 699
Dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) instituant un permis d'exploitation de mines au profit de M. Antoine Sépulchre 687	Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire dans les établissements spécialisés dans la vente au détail des chaussures confectionnées de tous genres, à Casablanca 701
Dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) instituant un permis d'exploitation de mines au profit de M. Antoine Sépulchre 687	Arrêté du directeur général des travaux publics portant réglementation de la circulation sur les pistes d'accès au centre d'estivage d'Aïn Almou 701
Dahir du 21 mai 1932 (15 moharrem 1351) autorisant la vente de six immeubles domaniaux, sis à Fès 688	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, au profit de M. Vidal, boulanger à Kénitra 701
Dahir du 21 mai 1932 (15 moharrem 1351) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Taza) 688	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par rhatara, au profit des huit notables indigènes dont les noms suivent : Si Ahmed ben Brahim, Si Abderrahman ben el Houssaine, Si Ali el Houssaine, Si Ahmed ben Abderrahman, Si Aomar ben Mohamed ou Azzou, Si Mohamed ben Lahcen, Si Aomar ben Abbou, Si Lahcen ben Aomar, tous du douar Aït Sbiti, tribu Ourika, annexe de Marrakech-banlieue 702
Dahir du 21 mai 1932 (15 moharrem 1351) portant approbation du budget de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation pour l'exercice 1932 689	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par rhatara, au profit des huit notables indigènes dont les noms suivent : Si Ahmed ben Brahim, Si Abderrahman ben el Houssaine, Si Ali el Houssaine, Si Ahmed ben Abderrahman, Si Aomar ben Mohamed ou Azzou, Si Mohamed ben Lahcen, Si Aomar ben Abbou, Si Lahcen ben Aomar, tous du douar Aït Sbiti, tribu Ourika, annexe de Marrakech-banlieue 702
Dahir du 21 mai 1932 (15 moharrem 1351) autorisant la vente de cinq parcelles de terrain domanial (Taza) 692	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Zilli, au profit de M. Moraël André, colon à Monod 703
Dahir du 21 mai 1932 (15 moharrem 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Salé (Rabat) 692	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur le projet de constitution d'une association syndicale agricole privilégiée des usagers du puits I du bled R'Bath 703
Dahir du 21 mai 1932 (15 moharrem 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Marrakech 692	Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Beth, au profit de M. Salvador Carollo 704
Dahir du 23 mai 1932 (17 moharrem 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Marrakech) 692	Arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation fixant, pour l'année budgétaire 1932, les modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 27 avril 1928 704
Dahir du 24 mai 1932 (18 moharrem 1351) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial, sise à Fès 693	Arrêté du directeur de l'Office des P. T. T. portant création d'une cabine téléphonique publique à Mahiridja 705
Dahir du 25 mai 1932 (19 moharrem 1351) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial, sise à Rabat 693	Arrêté du directeur de l'Office des P. T. T. portant création d'une cabine téléphonique publique à Aïn Djemda 705
Dahir du 27 mai 1932 (21 moharrem 1351) prorogeant pour une période de cinq ans un permis d'exploitation de mines.. 693	Ordre général n° 1 705
Dahir du 28 mai 1932 (22 moharrem 1351) autorisant la vente de deux parcelles de terrain domanial, sises à Taza 693	Insertions légales, réglementaires et judiciaires 707
Dahir du 28 mai 1932 (22 moharrem 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Doukkala) 694	Avocat autorisé à représenter les parties devant les juridictions mahkzen pourvués d'un commissaire du Gouvernement 707
Dahir du 30 mai 1932 (24 moharrem 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis dans les Haha-nord (Mogador) 694	Concessions de pensions civiles 707
Dahir du 31 mai 1932 (25 moharrem 1351) relatif aux transactions immobilières à Moulay Idriss et dans sa zone suburbaine immédiate 694	
Arrêté viziriel du 8 mai 1932 (2 moharrem 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Casablanca, de quatre parcelles de terrain.... 695	
Arrêté viziriel du 27 mai 1932 (21 moharrem 1351) relatif à l'application de la taxe urbaine à Khémis et 696	
Arrêté viziriel du 30 mai 1932 (24 moharrem 1351) portant élargissement de l'emprise du chemin de colonisation de Bou Fekrane à Agourai, entre les P.K. 0 et 4,540 696	

Autorisations d'associations	707
Créations d'emplois	708
Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	708
Promotions réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928 attribuant aux agents des services publics des bonifications et majorations d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux	709
Nomination dans le personnel du service des commandements territoriaux	710
Extraits du Journal officiel de la République française du 4 juin 1932, page 6118. — Décret portant fixation d'un contingent provisoire de blés tendres et durs et de farines de blé dur et semoules originaires de la zone française du Maroc à admettre en franchise en France et en Algérie pendant le mois de juin 1932	710
Décret portant application, sous certaines réserves, de la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 devant les juridictions françaises du Protectorat du Maroc	710
PARTIE NON OFFICIELLE	
Avis de mise en recouvrement des rôles de la taxe urbaine de Beni Mellal et d'Oujda, pour l'année 1932, d'Oujda, pour l'année 1931 ; des prestations de Midell, pour l'année 1932 ; des patentes et taxe d'habitation d'Oujda, pour l'année 1932	710
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 30 mai au 5 juin 1932	711

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
 Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 136, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4° catégorie ;

Le permis de recherche n° 997, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Meknès, du contrôle civil de Meknès-banlieue et du tribunal de première instance de Fès ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4° catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est

accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : minaret de Beni Amar (carte de Fès (O) au 1/200.000°).

Définition du centre par rapport au repère : 4.400 mètres S. et 5.800 mètres O.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Meknès.

Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
 (20 avril 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
 Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 137, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4° catégorie ;

Le permis de recherche n° 1198, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4° catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : signal géodésique 182, Dahar el Arbi (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000°).

Définition du centre par rapport au repère : 1.300 mètres N. et 2.700 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 138, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1299, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Fès, du territoire d'Ouezzan et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Abbou (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 5.900 mètres N. et 3.000 mètres O.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 139, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1301, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Fès, du territoire d'Ouezzan et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Abbou (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 1.900 mètres N. et 950 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 140, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1302, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S^t Abbou (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000°).

Définition du centre par rapport au repère : 2.100 mètres S. et 3.550 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 141, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1303, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S^t Ameer el Hadi (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000°).

Définition du centre par rapport au repère : 300 mètres N. et 1.500 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société chérifienne des pétroles.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

Vu :

La demande déposée, le 7 mai 1931, par la Société chérifienne des pétroles, dont le siège social est à Rabat, et enregistrée sous le n° 142, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1304, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société chérifienne des pétroles sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S' Ameur el Hadi (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 300 mètres N. et 5.500 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

Vu :

La demande déposée, le 2 juillet 1931, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 154, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2411, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : signal géodésique 182, Dahar el Arbi (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 1.700 mètres S. et 800 mètres O.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 2 juillet 1931, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 155, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2414, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Kacem (carte de Ouezzane (O) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 2.000 mètres N. et 3.000 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 2 juillet 1931, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 156, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2432, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Kacem (carte de Ouezzane (O) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 1.000 mètres N. et 1.000 mètres O.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 2 juillet 1931, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 157, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2433, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Allal (carte de Ouezzane (O) au 1/200.000°).

Définition du centre par rapport au repère : 1.980 mètres N. et 180 mètres O.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 2 juillet 1931, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 158, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2434, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Allal (carte de Ouezzane (O) au 1/200.000°).

Définition du centre par rapport au repère : 1.980 mètres N. et 3.860 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Compagnie française des pétroles du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 2 juillet 1931, par la Compagnie française des pétroles du Maroc, dont le siège social est à Paris, 10, rue de Calais, et enregistrée sous le n° 159, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2435, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Compagnie française des pétroles du Maroc sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Kassem (carte de Ouezzane (O) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 1.500 mètres N. et 7.000 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société financière franco-belge de colonisation.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 7 mars 1931, par la Société financière franco-belge de colonisation, dont le siège social est à Bruxelles, 66, rue Royale, et enregistrée sous le n° 129, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 4^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 55, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région du Rarb, du contrôle civil de Souk el Arba du Rarb et du tribunal de première instance de Rabat ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 4^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société financière franco-belge de colonisation sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Sⁱ Ameur el Hadi (carte de Ouezzane (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 450 mètres N. et 1.450 mètres O.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Rabat.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Meknès.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
instituant un permis d'exploitation de mines au profit
de la Société minière française au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,
Vu :

La demande déposée, le 10 mars 1931, par la Société minière française au Maroc, dont le siège social est à Paris, 20, rue d'Athènes, et enregistrée sous le n° 130, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 2^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 1968, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 14 décembre 1931, ordonnant la mise à l'enquête publique du 1^{er} janvier 1932 au 29 février 1932 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 25 décembre 1931, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 15 janvier et 19 février 1932, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Meknès, de l'annexe des Aït Sgougou et du tribunal de première instance de Fès ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, les articles 46, 56 et 66,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de 2^e catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à la Société minière française au Maroc, sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout Me^y el Hassane (carte de Oulmès (E) au 1/200.000^e).

Définition du centre par rapport au repère : 3.500 mètres N. et 4.100 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
prononçant l'urgence des travaux de construction de la voie
ferrée de Safi à Ben Guerir, dans la partie comprise entre
les P.H. 518,90 et 688,65.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatif à la procédure d'urgence en matière de travaux publics ;

Vu le dahir du 15 février 1929 (15 ramadan 1347) déclarant d'utilité publique les installations et les travaux nécessaires à l'exploitation des phosphates de la région des Gantour, ainsi que la construction de la voie ferrée reliant le gisement au port de Safi ;

Vu le dahir du 6 janvier 1931 (16 chaabane 1349) prorogeant la durée de la servitude prévue par l'article 3 du dahir précité du 15 février 1929 (15 ramadan 1347) ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est prononcée l'urgence des travaux de construction de la voie ferrée de Safi à Ben Guerir, dans la partie comprise entre les P.H. 518,90 et 688,65.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 20 AVRIL 1932 (13 hija 1350)
portant modification au dahir du 14 octobre 1931 (1^{er} jourmada II 1350) modifiant le dahir du 30 avril 1922 (3 ramadan 1340) précisant les conditions d'attribution d'une prime de fin de services aux fonctionnaires métropolitains, algériens et coloniaux détachés au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 du dahir du 14 octobre 1931 (1^{er} jourmada II 1350) modifiant le dahir du 30 avril 1922 (3 ramadan 1340) précisant les conditions d'attribution d'une prime de fin de services aux fonctionnaires métropolitains, algériens et coloniaux détachés au Maroc, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. — La date d'effet du dahir du 30 janvier 1930 (21 chaabane 1348) modifiant le dahir précité du 30 avril 1922 (3 ramadan 1340) est reportée au 1^{er} août 1930. »

Fait à Rabat, le 13 hija 1350,
(20 avril 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 3 MAI 1932 (26 hija 1350)
modifiant le dahir du 16 décembre 1929 (14 rejev 1348) portant institution, en zone française de l'Empire chérifien, de conseils de prud'hommes.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 3 et 4 du dahir du 16 décembre 1929 (14 rejev 1348) portant institution, en zone française de l'Empire chérifien, de conseils de prud'hommes, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Le dahir d'institution détermine le ressort du conseil et le nombre des prud'hommes qui ne peut être impair ou inférieur à douze. »

« Article 4. — Il ne peut exister dans chaque ville qu'un conseil de prud'hommes.

« Le conseil peut être divisé en sections, chaque section étant autonome.

« Les ouvriers et les employés ne constituent qu'une seule catégorie. »

Fait à Fès, le 26 hija 1350,
(3 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 3 MAI 1932 (26 hija 1350)
modifiant et complétant le dahir du 5 mars 1930 (4 chaoual 1348) portant création d'un conseil de prud'hommes à Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du dahir du 5 mars 1930 (4 chaoual 1348) portant création d'un conseil de prud'hommes à Casablanca, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Il est créé à Casablanca un conseil de prud'hommes dont la juridiction s'étendra :

« 1° Au territoire compris dans le périmètre municipal de Casablanca ;

« 2° Au territoire de la circonscription de contrôle civil de Chaouïa-nord.

« Ce conseil comprend deux sections, l'une pour les professions de l'industrie, l'autre pour les professions du commerce, et le nombre des prud'hommes patrons, d'une part, et des prud'hommes ouvriers et employés, d'autre part, est fixé à quinze pour chacune des deux sections.

« Des indemnités, dont le montant sera déterminé par décision du secrétaire général du Protectorat, pourront être allouées, sous forme de jetons de présence, par la ville de Casablanca, après avis de la commission municipale, aux membres patrons, employés et ouvriers dudit conseil. »

ART. 2. — Le tableau annexé au dahir précité du 5 mars 1930 (4 chaoual 1348) est abrogé.

ART. 3. — Par dérogation aux prescriptions de l'article 34 du livre IV du code français du travail, il sera procédé le dimanche 17 juillet 1932 aux élections, en vue de porter à quinze le nombre des membres patrons et des membres employés ou ouvriers de chaque section ; le second tour de scrutin aura lieu, le cas échéant, le dimanche 24 juillet 1932.

Les élections porteront tant sur les sièges actuellement vacants que sur ceux créés par le présent dahir.

Le mandat des membres élus expirera en même temps que celui des membres actuellement en fonctions.

Fait à Fès, le 26 hija 1350,
(3 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DÉCRET DU 3 JUIN 1932
modifiant l'organisation du conseil des prud'hommes
de Casablanca.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du garde des sceaux, ministre de la justice et du contrôle des administrations publiques,

Vu la loi du 16 juillet 1875, article 8 ;

Vu la loi du 15 juillet 1912 autorisant le Président de la République française à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité conclu à Fès, le 30 mars 1912, pour l'organisation du Protectorat français dans l'Empire chérifien ;

Vu ledit traité du 30 mars 1912, promulgué par le décret du 20 juillet 1912, notamment les articles 1^{er}, 4 et 5,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le ressort, la division en sections et le nombre des membres du conseil de prud'hommes de Casablanca sont déterminés par le dahir de S. M. Chérifienne, en date du 5 mars 1930, modifié par le dahir du 3 mai 1932.

ART. 2. — Ce conseil continuera à fonctionner dans les conditions fixées par le dahir du 16 décembre 1929 (14 rejeb 1348) portant institution en zone française de l'Empire chérifien de conseils de prud'hommes, modifié par le dahir du 3 mai 1932.

Les réclamations contre la confection des listes électorales dudit conseil et contre le scrutin seront jugées conformément aux règles établies par le dahir du 13 février 1930 (14 ramadan 1348).

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le garde des sceaux, ministre de la justice et du contrôle des administrations publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 juin 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

ANDRÉ TARDIEU.

Le vice-président du conseil, garde
des sceaux, ministre de la justice
et du contrôle des administrations
publiques,

PAUL REYNAUD.

DAHIR DU 4 MAI 1932 (27 hija 1350)
modifiant le dahir du 31 décembre 1914 (13 safar 1333) sur
la vente et le nantissement des fonds de commerce.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent dahir a pour objet de réduire les formalités de procédure relatives à la vente et au nantissement des fonds de commerce et à la publicité prévue pour ces opérations.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles premier, 10, 11, 24 et 42 du dahir du 31 décembre 1914 (13 safar 1333) sur la vente et le nantissement des fonds de commerce, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Toute vente ou cession de fonds de commerce consentie même sous condition ou sous la forme d'un autre contrat, ainsi que toute mise en société, ou toute attribution de fonds de commerce par partage ou licitation, est constatée par acte en la forme authentique ou sous seing privé.

« Après enregistrement, une expédition de l'acte notarié ou un double du sous seing privé doit être, dans la quinzaine de sa date, déposée au secrétariat du tribunal de première instance dans le ressort duquel est exploité le fonds ou le principal établissement du fonds, si la vente comprend en même temps des succursales.

« Cet acte est inscrit sous forme d'extrait au registre du commerce.

« L'extrait contient : la date de l'acte, les noms, prénoms et domiciles de l'ancien et du nouveau propriétaire, la nature et le siège du fonds, l'indication des succursales et du siège des succursales qui peuvent être comprises dans la vente, l'indication du délai ci-après fixé pour les oppositions et une élection de domicile dans le ressort du tribunal.

« L'inscription au registre du commerce est publiée en entier et sans délai par les soins du secrétaire-greffier, aux frais des parties, dans le *Bulletin officiel* et dans la feuille des annonces judiciaires de chaque chef-lieu de tribunal, conformément à l'article 20 du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) formant code de commerce. »

« Article 10. — Le contrat de nantissement est constaté par un acte qui est dressé et inscrit comme l'acte de vente, suivant les règles fixées par les alinéas 1 et 2 de l'article premier du présent dahir.

« L'extrait contient : la date de l'acte, les noms, prénoms et domiciles du propriétaire du fonds et du créancier, l'indication des succursales et du siège des succursales qui peuvent être comprises dans le nantissement.

« Par dérogation à l'article 20 du dahir précité formant code de commerce, les inscriptions ne sont pas suivies de publication dans les journaux. »

« Article 11. — Le privilège résultant du contrat de nantissement s'établit par le seul fait de l'inscription qui doit être prise sur le registre du commerce, à la diligence du créancier gagiste et dans la quinzaine de l'acte constitutif, à peine de nullité. »

(Le reste sans changement).

« Article 24. — Le vendeur ou le créancier gagiste pour inscrire leur privilège, représentent, soit par eux-mêmes, soit par un tiers, au secrétaire-greffier du tribunal de première instance, l'un des originaux de l'acte de vente ou du titre constitutif du nantissement, s'il est sous seing privé, ou une expédition s'il est notarié.

« Il y est joint deux bordereaux écrits sur papier libre, signés par le requérant ; l'un d'eux peut être porté sur l'original ou sur l'expédition du titre ; ils contiennent : »
(Le reste sans changement).

« Article 42. — Les droits à percevoir sur les actes ou sur les procédures, en exécution du présent dahir, sont ceux fixés par l'annexe I du dahir du 14 août 1929

« (8 rebia I 1348) réglementant les perceptions auxquelles
« donnent lieu les procédures des juridictions françaises
« et les actes notariés. »

*Fait à Fès, le 27 hija 1350,
(4 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 4 MAI 1932 (27 hija 1350)
modifiant l'article 39 de l'annexe I du dahir du 14 août 1929
(8 rebia I 1348) réglementant les perceptions auxquelles
donnent lieu les procédures des juridictions françaises et
les actes notariés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent dahir a pour objet de faciliter les opérations de crédit gagées sur un nantissement de fonds de commerce de modique importance, et de réduire la taxe judiciaire à laquelle ces contrats donnent ouverture.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 31 décembre 1914 (13 safar 1333) sur la vente et le nantissement des fonds de commerce, modifié par le dahir du 4 mai 1932 (27 hija 1350),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les alinéas 13 et 15 de l'article 39 de l'annexe I du dahir du 14 août 1929 (8 rebia I 1348) réglementant les perceptions auxquelles donnent lieu les procédures des juridictions françaises et les actes notariés, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 39. —

« Pour le dépôt prévu par le dahir susvisé du 31 décembre 1914 (13 safar 1333), en matière de vente de fonds de commerce, y compris toutes formalités de greffe : « 150 francs. »

« Il est perçu, en outre, pour l'inscription de la créance du vendeur, 0,30 %. »

ART. 2. — L'article 39 de l'annexe I du dahir précité du 14 août 1929 (8 rebia I 1348) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 39. —

« L'inscription de la créance garantie par un nantissement donnera lieu pour les formalités à accomplir, à l'exclusion de tout autre droit de greffe, à une taxe de 0,30 %. »

*Fait à Fès, le 27 hija 1350,
(4 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 5 MAI 1932 (28 hija 1350)
portant création d'une commission d'intérêts locaux
à Azrou (Meknès).

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Azrou (Meknès) une commission consultative dite commission d'intérêts locaux, dont l'avis doit être pris sur toutes les questions d'ordre local relatives à la voirie, à l'éclairage, au balayage, aux lotissements, aux aménagements urbains et travaux d'édilité intéressant ce centre.

La commission peut présenter des vœux sur les mêmes questions.

ART. 2. — La commission se compose du caïd, président, et de huit membres : quatre citoyens français et quatre sujets marocains (trois musulmans et un israélite), nommés par Notre Grand Vizir.

L'autorité locale de contrôle assiste et prend part aux délibérations de la commission.

ART. 3. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir, pris sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et du directeur des affaires indigènes, détermineront les mesures nécessaires à l'exécution du présent dahir.

*Fait à Fès, le 28 hija 1350,
(5 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 MAI 1932
(28 hija 1350)
portant nomination des membres de la commission
d'intérêts locaux d'Azrou (Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 mai 1932 (28 hija 1350) portant création d'une commission d'intérêts locaux à Azrou (Meknès) et, notamment, son article 2 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et du directeur des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la commission d'intérêts locaux d'Azrou (Meknès), pour une période allant de la date de promulgation du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 1932 inclusivement, les notables dont les noms suivent :

1° *Citoyens français*

MM. Condamine Charles, Franon, Romieu, Sarrazin.

2° Sujets marocains

a) Musulmans :

Si Haddou ould Caïd, Si Assou N'Yamina, Si Moulay Hachem.

b) Israélite :

M'Rejen Nessim.

ART. 2. — Le secrétaire général du Protectorat et le directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Fès, le 28 hija 1350,
(5 mai 1932).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 5 MAI 1932 (28 hija 1350)

portant modification des articles 18 et 21 du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 3 de l'article 18 du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc, tel qu'il a été modifié par le dahir du 30 janvier 1930 (29 chaabane 1348), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 18, 3^e alinéa. — Les tribunaux de paix se composent de :

- « »
- « Un juge de paix ;
- « Un ou plusieurs juges suppléants rétribués ;
- « Un ou plusieurs juges suppléants non rétribués,
- « choisis parmi les avocats inscrits au tableau ou les anciens avocats ;

« Un juge suppléant ou, en cas d'empêchement, un officier de police judiciaire désigné par le procureur général, remplit les fonctions de ministère public. »

ART. 2. — L'article 21 du dahir précité du 12 août 1913 (9 ramadan 1331), tel qu'il a été modifié par le dahir du 1^{er} septembre 1920 (17 hija 1338), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 21. — En cas d'absence ou d'empêchement des magistrats du siège à la cour d'appel ou dans les tribunaux de première instance, ces juridictions peuvent être complétées par l'adjonction de magistrats ou

« d'avocats de nationalité française inscrits au tableau, désignés par ordonnance du premier président dans les conditions suivantes :

« Peuvent être désignés pour compléter la cour d'appel, les magistrats des tribunaux de première instance, et pour compléter les tribunaux de première instance, les juges de paix ou leurs suppléants. Le magistrat ainsi désigné peut être chargé de remplacer le conseiller ou le juge absent ou empêché, tant pour l'instruction des affaires civiles que pour le service de l'audience.

« Les avocats inscrits au tableau de l'ordre institué près la cour d'appel, peuvent être désignés pour compléter la cour d'appel et le tribunal de première instance de Rabat ; les avocats inscrits au tableau de l'ordre institué près chacun des tribunaux de première instance autres que celui de Rabat, peuvent être désignés pour compléter le tribunal de première instance de leur résidence ; mais les uns et les autres ne peuvent l'être que pour le service de l'audience. »

Fait à Fès, le 28 hija 1350,
(5 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

*
*
*

DÉCRET DU 24 MAI 1932

relatif à l'organisation judiciaire du Protectorat français au Maroc.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du garde des sceaux, vice-président du conseil, ministre de la justice et du contrôle des administrations publiques,

Vu la loi du 16 juillet 1875, article 8 ;

Vu la loi du 15 juillet 1912 autorisant le Président de la République à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter le traité conclu à Fès, le 30 mars 1912, pour l'organisation du Protectorat français de l'Empire chérifien ;

Vu ledit traité du 30 mars 1912, promulgué par le décret du 20 juillet 1912, notamment les articles 1^{er}, 4 et 5,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les juridictions françaises du Maroc continueront à fonctionner dans les conditions fixées et suivant les règles établies par le dahir d'organisation judiciaire de Sa Majesté Chérifienne du 12 août 1913 (9 ramadan 1331), modifié par les dahirs des 1^{er} septembre 1920 (7 hija 1338), 20 novembre 1922 (30 rebia I 1341), 10 juin 1924 (7 kaada 1342), 25 juillet 1926 (12 moharrem 1345), 25 juillet 1927 (23 moharrem 1346), 13 juin 1928 (24 hija 1347), 15 août 1928 (27 safar 1347), 10 septembre 1928 (25 rebia I 1347), 30 janvier 1930 (29 chaabane 1348) et 5 mai 1932 (28 hija 1350).

ART. 2. — Les magistrats français appelés à faire partie de ces juridictions, conformément à l'article 23 du dahir organique mentionné ci-dessus, sont nommés par le Président de la République, sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le garde des sceaux, vice-président du conseil, ministre de la justice et du contrôle des administrations publiques, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et inséré au Bulletin officiel du Protectorat de la République française au Maroc.

Fait à Paris, le 24 mai 1932.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :
Le président du conseil, ministre des affaires étrangères,
ANDRÉ TARDIEU.

Le garde des sceaux, vice-président du conseil,
ministre de la justice
et du contrôle des administrations publiques,
PAUL REYNAUD.

DAHIR DU 5 MAI 1932 (28 hija 1350)

modifiant et complétant le dahir du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) sur l'organisation du barreau et l'exercice de la profession d'avocat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) sur l'organisation du barreau et l'exercice de la profession d'avocat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le septième alinéa de l'article 2 du dahir susvisé du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« L'avocat inscrit au tableau pourra de plus être admis par arrêté de Notre Grand Vizir, concurremment avec les défenseurs agréés près les juridictions makhzen, à assister et représenter les parties devant celles de ces juridictions qui sont ou seront pourvues d'un commissaire du Gouvernement, à la condition d'être en mesure de s'exprimer oralement en langue arabe et hors la présence d'un interprète, et de justifier par un diplôme de sa connaissance du droit musulman. Il demeurera soumis, pour les infractions et les fautes commises devant les dites juridictions, aux dispositions du titre sixième, relatif à la discipline, du présent dahir. »

ART. 2. — L'article 7 du dahir précité du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) est complété ainsi qu'il suit :

« Le titre d'avocat honoraire peut être conféré, par le conseil de l'ordre, aux avocats qui ont été inscrits au tableau pendant vingt ans et qui ont donné leur démission.

« Les avocats honoraires restent soumis à la juridiction disciplinaire du conseil de l'ordre. Leurs droits et leurs devoirs sont déterminés par le règlement intérieur. »

ART. 3. — Les premiers alinéas des articles 32 et 33 du même dahir sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 32. — L'avocat ne peut exercer aucune fonction administrative. »

« Article 33. — L'avocat inscrit peut, avec l'autorisation du conseil de l'ordre, être attaché, moyennant rétribution, au cabinet d'un confrère également inscrit. Ce dernier est alors responsable civilement des dommages pouvant résulter des fautes professionnelles commises à l'occasion des affaires de son cabinet par l'avocat dont il rémunère la collaboration. »

Fait à Fès, le 28 hija 1350,
(5 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution : -

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 5 MAI 1932 (28 hija 1350)

modifiant le dahir du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) instituant des défenseurs agréés près les juridictions makhzen, et réglementant l'exercice de leur profession.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) instituant des défenseurs agréés près les juridictions makhzen, et réglementant l'exercice de leur profession,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le 7^e alinéa de l'article 26 du dahir susvisé du 10 janvier 1924 (2 jourmada II 1342) est modifié ainsi qu'il suit :

« Un défenseur agréé, désigné par voie de tirage au sort parmi ceux de Rabat et de Casablanca par le président du conseil de discipline, en présence du défenseur incriminé ou lui dûment appelé. »

Fait à Fès, le 28 hija 1350,
(5 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 6 MAI 1932 (29 hija 1350)
 autorisant la location avec promesse de vente des parcelles
 de terrain domanial constituant le village indigène des
 M'Jatt (Meknès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie de tirage
 au sort, entre les demandeurs préalablement agréés par
 l'administration et aux clauses et conditions fixées par le
 cahier des charges annexé au présent dahir, la location
 avec promesse de vente des parcelles de terrain domanial
 constituant le village indigène des M'Jatt (Meknès).

ART. 2. — Les actes d'attribution devront se référer
 au présent dahir.

Fait à Fès, le 29 hija 1350.
 (6 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mai 1932.

Le Commissaire Résident général,

LUCIEN SAINT.

* * *

CAHIER DES CHARGES

ARTICLE PREMIER. — *Commission d'attribution des lots.* — L'attribution des lots aura lieu par les soins d'une commission composée de :

- MM. le général commandant la région, ou son délégué, président ;
- Le contrôleur civil, chef de la circonscription, ou son délégué ;
- Le contrôleur des domaines, ou son délégué ;
- L'amin el amelak de Meknès ;
- Le caïd de la tribu ;
- Un secrétaire.

ART. 2. — *Dépôt des demandes.* — Les demandes en attribution devront être adressées par écrit sur papier timbré à M. le général commandant la région de Meknès (affaires civiles).

Elles devront indiquer les nom, prénoms, profession et adresse exacte du demandeur.

ART. 3. — *Examen des demandes.* — Les demandes seront examinées par la commission susvisée. Les décisions seront prises au vote secret et sans appel ; la commission fera immédiatement connaître aux intéressés, à l'adresse indiquée par eux, si leur demande est retenue ou écartée.

ART. 4. — *Attribution des lots.* — L'attribution des lots aura lieu en séance publique, par les soins de la commission, et exclusivement par voie de tirage au sort, entre les demandeurs indigènes préalablement agréés. Le choix des lots s'opérera immédiatement au vu du plan.

Toute contestation qui s'élèverait au cours des opérations au sujet de l'interprétation de l'une quelconque des clauses du présent cahier des charges, sera tranchée immédiatement par la commission.

ART. 5. — Chaque demandeur n'aura droit à l'attribution que d'un seul lot.

Toutefois, si l'établissement que le demandeur a l'intention de créer, nécessitait une superficie supérieure à celle d'un seul lot, la commission statuera sur la suite à donner aux demandes tendant à obtenir un lot supplémentaire.

ART. 6. — *Durée du bail.* — Les lots seront loués avec promesse de vente, sous conditions résolutoires, pour une période d'un an, moyennant un loyer annuel fixé à 0 fr. 10 par mètre carré.

Ce loyer est payable d'avance en un seul terme, à l'agent-comptable de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation, à la signature du contrat. Les droits de timbre et d'enregistrement étant payés directement par l'attributaire. La prise de possession des lots attribués aura lieu immédiatement après l'accomplissement de ces formalités.

ART. 7. — *Clauses de valorisation.* — Le preneur s'engage, dans un délai d'un an à compter du jour de l'attribution, à édifier sur le ou les lots, des constructions à usage d'habitation, de commerce ou d'industrie, en matériaux durables, représentant une dépense globale minimum de 15 francs par mètre carré du terrain loué. Les couvertures en tôles ondulées sont interdites.

ART. 8. — *Conditions de la réalisation de la promesse de vente.* — A la fin de période de location, ou même avant si l'attributaire a satisfait aux clauses de valorisation déterminées par l'article 7 ci-dessus, il pourra acquérir son lot aux conditions et aux prix fixés par l'article 9 ci-dessous.

La détermination de la valeur des constructions exigibles, sera faite par un agent de l'autorité locale du contrôle, un agent du service des domaines et, si possible, un agent du service des travaux publics, en présence de l'attributaire et sur sa demande.

ART. 9. — *Prix de vente.* — Le prix de vente est fixé à soixante-quinze centimes par mètre carré, payable comptant à l'agent-comptable de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation, lors de la passation de l'acte.

ART. 10. — A partir de l'entrée en jouissance, tous impôts présents et à venir seront à la charge des preneurs, qui seront également soumis à tous règlements de voirie ou de travaux publics présents ou futurs.

ART. 11. — L'attributaire jouira des servitudes actives et supportera les servitudes passives pouvant exister sur la propriété attribuée, sauf à faire valoir les unes, et se défendre des autres, à ses risques et périls.

L'État fait réserve, à son profit, des objets d'art ou d'antiquité qui seraient découverts sur le lot attribué.

ART. 12. — *Etablissement des actes de vente.* — Il sera établi, par les soins du service des domaines, des actes en la forme administrative, portant vente des lots attribués aux clauses et conditions du présent cahier des charges.

Tous les frais d'établissement, de timbre et d'enregistrement de l'acte de vente qui interviendra seront à la charge de l'acquéreur qui devra requérir, à son nom et à ses frais, l'immatriculation de son lot dans un délai de trois mois à compter du jour de la signature de l'acte de vente.

ART. 13. — Pour l'exécution des présentes, les attributaires déclarent être domicile sur le lotissement indigène du village des M'Jatt.

DAHIR DU 6 MAI 1932 (29 hija 1350)
 autorisant la vente des parcelles de terrain domanial destinées à des lots maraîchers et d'artisan du centre des M'Jatt (Meknès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, suivant un classement des candidats préalablement agréés par l'administration et aux clauses et conditions fixées par le cahier des

charges annexé au présent dahir, la vente des parcelles de terrain domaniale constituant le lotissement maraîcher et d'artisan du centre de colonisation des M'Jatt (Meknès).

ART. 2. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Fès, le 29 hija 1350.
(6 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mai 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

* * *

CAHIER DES CHARGES

Sur avis conforme du comité de colonisation, a été décidée la création d'un lotissement d'artisans et d'un lotissement maraîcher à proximité du centre des M'Jatt (région de Meknès).

Les lots figurent au plan et à la liste ci-annexée.

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé dans les bureaux de la région de Meknès, à la mise en vente, sous conditions résolutoires, entre les demandeurs préalablement agréés, de sept lots d'artisans et de douze lots maraîchers, aux conditions prévues ci-dessous :

ART. 2. — Conditions à remplir par les demandeurs :

Lotissement d'artisans. — Seuls auront le droit de participer à l'attribution des lots d'artisans, les demandeurs jouissant de leurs droits civils et politiques et exerçant l'une des professions mentionnées ci-après :

Maçon-puisatier ; maréchal ferrant ; forgeron ; menuisier - charpentier ; mécanicien ; bourrelier ; épiciers-boulangers.

Un lot sera affecté à chacune des catégories et les candidats devront s'installer dans le village des M'Jatt dans le délai de trois mois, pour y exercer leur profession, à compter de la date d'approbation du procès-verbal d'attribution.

L'inexécution de cette obligation entraînera l'application des sanctions prévues à l'article 22.

Les pères de famille nombreuse (trois enfants au moins mineurs et à leur charge) qui auront été admis comme candidats, bénéficieront d'un droit de priorité sur les concurrents de même profession.

Entre plusieurs candidats agréés, concourant dans la même profession, toutes conditions égales d'ailleurs, les mutilés de guerre ou, à défaut, les anciens combattants, auront la priorité pour l'attribution d'un lot.

Au cas où les lots réservés aux artisans resteraient disponibles, ils seraient attribués, ultérieurement, à bureau ouvert, à des artisans réunissant les conditions exigées.

Les attributaires de lots d'artisans devront s'installer obligatoirement dans le centre urbain pour y exercer leur profession.

Lotissement maraîcher. — Seuls auront le droit de participer à l'attribution des lots maraîchers :

1° Les bénéficiaires des lots d'artisans qui auront également un lot urbain ;

2° Les acquéreurs de lots urbains qui auront pris l'engagement de s'installer personnellement.

Les lots maraîchers qui seraient disponibles après la première attribution, pourront être attribués à toute personne attributaire d'un lot urbain dans les conditions stipulées par l'article 23 du cahier des charges relatif au lotissement urbain du centre.

ART. 3. — Dépôt des demandes :

Lotissement d'artisans. — Les personnes justifiant des qualités prévues à l'article 2 qui désirent se porter preneurs d'un des lots de culture visés ci-dessus, devront adresser une demande écrite sur papier timbré à M. le général commandant la région de Meknès (bureau de l'adjoint civil), dans les délais qui seront fixés par un avis qui sera publié à cet effet.

Cette demande devra obligatoirement :

1° Indiquer la profession du demandeur avec références jointes ;
2° Comporter l'engagement du candidat de s'installer personnellement dans un délai de trois mois, à partir de l'attribution sur un lot urbain pour y exercer sa profession ;

3° Exposer avec toutes justifications utiles, les moyens financiers dont le candidat dispose pour être en mesure de se conformer aux obligations de ses cahiers des charges (lot d'artisans et lot urbain).

Elle devra être accompagnée :

1° D'un extrait de casier judiciaire du demandeur, ayant moins de six mois de date ;

2° D'un certificat de domicile délivré par l'autorité locale ;

3° Des attestations d'invalidité et des états de service pour les mutilés et anciens combattants ;

4° D'un certificat délivré par l'officier de l'état civil indiquant l'âge et le nombre des enfants mineurs ou majeurs à la charge du candidat pour raison de santé.

Lotissement maraîcher. — Les personnes justifiant des qualités prévues à l'article 2, qui désirent se porter preneur d'un des lots maraîchers visés ci-dessus, devront, à cet effet, adresser une demande écrite sur papier timbré à M. le général commandant la région de Meknès (bureau de l'adjoint civil), dans les délais prévus à l'article 3.

Elle devra être accompagnée :

1° D'un extrait du casier judiciaire du demandeur, ayant moins de six mois de date ;

2° D'un certificat de domicile délivré par l'autorité locale ;

3° Des attestations d'invalidité et des états de service pour les mutilés et anciens combattants ;

4° D'un certificat délivré par un officier de l'état civil indiquant l'âge et le nombre des enfants mineurs ou majeurs à la charge du candidat pour raison de santé.

ART. 4. — Commission d'examen des demandes. — Les demandes seront examinées aussitôt par une commission ainsi constituée :

Le général commandant la région, ou son délégué, président ;
Le contrôleur civil, chef de la circonscription du contrôle civil, ou son délégué ;

Le contrôleur des domaines ;

L'inspecteur de l'agriculture ;

Deux représentants de la chambre mixte d'agriculture, du commerce et d'industrie de Meknès.

L'administration fera immédiatement connaître aux intéressés, à l'adresse indiquée par eux, si leurs demandes sont retenues ou écartées.

ART. 5. — Attribution des lots. — L'attribution des lots aura lieu en séance publique, par les soins de la commission prévue ci-dessus, à l'article 4, et, exclusivement par la voie du tirage au sort entre les demandeurs agréés. Le choix des lots s'opérera en suivant l'ordre de priorité déterminé par le tirage au sort. Ce choix aura lieu séance tenante, au vu du plan.

Toute contestation qui s'élèverait au cours des opérations au sujet de l'interprétation de l'une quelconque des clauses du cahier des charges sera tranchée par la commission.

Les demandeurs agréés pourront se faire représenter aux opérations d'attribution des lots par un mandataire muni de pouvoirs réguliers, les simples lettres seront considérées comme tels, à la condition que les signatures des mandants soient légalisées et que les mandataires soient connus de l'administration et accrédités auprès d'elle.

ART. 6. — Lotissement d'artisans. — Chaque demandeur n'aura droit à l'attribution que d'un seul lot. Les membres d'une même famille (père, fils, frère) ne pourront être admis à déposer plusieurs demandes qu'autant qu'ils exerceront des professions différentes.

Lotissement maraîcher. — Chaque demandeur n'aura droit à l'attribution que d'un seul lot. Le tirage au sort déterminera par catégorie, dans l'ordre indiqué à l'article 2, le rang de priorité des demandeurs pour le choix des lots.

Aussitôt après les opérations du tirage au sort, les attributaires signeront le procès-verbal de séance.

ART. 7. — Conditions de l'attribution. — Les lots sont vendus sous conditions résolutoires, avec obligation pour l'acquéreur de s'installer dans le village, suivant l'engagement qu'il aura pris, d'après les dispositions de l'article 2 cité plus haut, et de se conformer aux modalités de mise en valeur et de paiement stipulées aux articles 8 et 10.

ART. 8. — Obligations de mise en valeur :

Lotissement d'artisans. — Les attributaires seront tenus d'exécuter les travaux suivants :

1° Défricher la totalité de leur lot dans un délai de dix ans sauf dans les parties rocailleuses et cultiver selon les méthodes de culture moderne à l'exclusion des procédés indigènes ;

2° Planter et assurer la reprise dans un délai de cinq ans de 150 arbres fruitiers par lot, dont la moitié au bout de la troisième année.

Si à l'expiration de ce délai de cinq ans le preneur n'a pas exécuté les conditions énumérées ci-dessus, les sanctions prévues à l'article 23 lui seront appliquées.

Lotissement maraîcher. — Les attributaires seront tenus d'exploiter les parcelles vendues en bons pères de famille.

Ils devront procéder aux travaux suivants :

1° Défricher et épierrier en défonçant à une profondeur moyenne de 20 à 30 centimètres ;

2° Pratiquer des cultures maraîchères sur toute l'étendue de leur parcelle ;

3° Planter au minimum 25 arbres fruitiers et en assurer la reprise. La mise en valeur doit être complète au bout de la troisième année.

Hydraulique. — 1° Le débit réservé pour l'irrigation du lotissement des artisans sera égal aux deux dixièmes des deux parts attribuées au lot n° 1 par l'article 3 du cahier des charges hydrauliques spéciales au lotissement des M'Jatt, c'est-à-dire aux 4/580, soit 1/145 du débit total de l'aïn Kharrouba ;

2° Ce débit sera partagé en sept parts égales revenant chacune à un des sept lots. Il sera donc attribué à chaque lot 1/1.015 du débit total de l'aïn Kharrouba ;

3° Les modalités d'irrigation sur les bases qui précèdent seront fixées ultérieurement ;

4° Les attributaires seront tenus d'entrer dans l'association syndicale agricole des usagers de l'aïn Kharrouba ;

5° Chaque attributaire sera astreint au paiement d'une redevance annuelle de vingt francs pour l'usage de l'eau.

ART. 9. — L'exécution des conditions de mise en valeur sera constatée à toute époque que l'administration jugera opportune et, plus particulièrement, le 1^{er} octobre de chaque année, par une commission ainsi composée :

Un représentant de l'autorité locale de contrôle, président ;

L'inspecteur régional de l'agriculture ;

Un agent du service des domaniaux ;

Un colon désigné par la chambre mixte d'agriculture, du commerce et d'industrie de Meknès.

Les conclusions du rapport d'expertise seront communiquées à l'attributaire. En cas de contestation, un arbitre sera nommé par le juge de paix de la circonscription, sur simple requête de l'une ou l'autre partie.

ART. 10. — Prix de vente et conditions de paiement :

Lotissement d'artisans. — Le prix de vente de chacun des lots d'artisans est fixé comme suit :

N° 1. — 7 hectares : 10.500 francs ;

N° 2. — 7 hectares : 10.500 francs ;

N° 3. — 7 hectares : 10.500 francs ;

N° 4. — 7 hectares : 10.500 francs ;

N° 5. — 7 hectares : 10.500 francs ;

N° 6. — 7 hectares : 10.500 francs ;

N° 7. — 7 hectares : 10.500 francs.

(Ce dernier lot étant réservé.)

Lotissement maraîcher. — Le prix de vente de chacun des lots maraîchers est fixé comme suit :

N° 1. — 65 ares : 975 francs ;

N° 2. — 65 ares : 975 francs ;

N° 3. — 65 ares : 975 francs ;

N° 4. — 65 ares : 975 francs ;

N° 5. — 65 ares : 975 francs ;

N° 6. — 65 ares : 975 francs ;

N° 7. — 65 ares : 975 francs ;

N° 8. — 65 ares : 975 francs ;

N° 9. — 65 ares : 975 francs ;

N° 10. — 65 ares : 975 francs ;

N° 11. — 65 ares : 975 francs ;

N° 12. — 65 ares : 975 francs.

Sur la proposition de l'autorité régionale, des lots pourront être réservés à des services publics.

Le prix de vente sera payable à la caisse de l'agent-comptable de la caisse autonome de l'hydraulique agricole et de la colonisation en dix termes annuels successifs et égaux, le premier obligatoirement avant la prise de possession du lot, les termes différés, le 1^{er} octobre de chaque année. Ces derniers ne comporteront aucun intérêt au profit de l'État, à moins qu'ils ne soient pas payés à leur échéance, auquel cas ils seront passibles d'intérêts moratoires calculés à raison de 7 % du jour de leur exigibilité jusqu'à celui du paiement.

Dans les trente jours qui suivront l'attribution, le preneur devra verser à l'État une somme fixée à 2 % du prix pour frais de publicité. Les droits de timbre et d'enregistrement devant être acquittés directement par l'attributaire.

Jusqu'au paiement intégral du prix, en principal et accessoires, les lots demeurent spécialement affectés par nantissement ou hypothèque à la sûreté de ce paiement.

L'attributaire d'un lot n'aura pas la faculté de se libérer par anticipation du prix de vente de son lot.

ART. 11. — *Entrée en jouissance.* — La prise de possession des lots attribués aura lieu le mois qui suivra l'approbation du procès-verbal d'attribution. Elle ne pourra être différée au delà d'un délai de six mois.

L'attributaire sera mis en possession de son lot ou de ses lots, suivant le cas, par les soins d'un agent de l'administration.

ART. 12. — *Annulation de l'attribution.* — En cas de non-paiement du premier terme et des frais d'enregistrement, timbre et publicité, dans le délai fixé, l'attribution sera annulée de plein droit, sans autre avis de l'administration. L'annulation sera également prononcée au cas où l'adjudicataire n'aurait pas pris possession de son lot dans les délais impartis.

ART. 13. — *Consistance des lots.* — L'attributaire sera réputé bien connaître l'immeuble vendu, sa consistance et ses limites. Il le prendra tel qu'il se poursuit et comporte, au surplus tel qu'il est figuré au plan ci-annexé et piqué sur le terrain avec toutes les servitudes actives ou passives et sans pouvoir prétendre à indemnité ou recours contre l'État pour vice caché, étant bien entendu que la contenance indiquée au cahier des charges, plan et extraits du procès-verbal n'est donnée qu'à titre indicatif et que la superficie exacte du lot ne sera déterminée que lors de l'immatriculation foncière.

ART. 14. — *Immatriculation et titre de propriété.* — Lors de la prise de possession du lot, il sera délivré à chaque attributaire un extrait du procès-verbal de la séance d'attribution mentionnant le lot qui lui est dévolu, sa situation, sa superficie et son prix. A ce document sera joint un exemplaire du cahier des charges et un plan du lot.

Après paiement total du prix et exécution de toutes les clauses et conditions du cahier des charges, l'administration donnera quitus à l'attributaire, ce quitus entraînant mainlevée de toutes les inscriptions mentionnées au profit de l'administration sur le titre foncier.

ART. 15. — *Décès de l'attributaire.* — En cas de décès de l'attributaire du lot avant l'exécution complète des clauses et conditions du cahier des charges, les héritiers sont substitués de plein droit aux charges et bénéfices de l'attribution.

ART. 16. — Toute cession et toute location sont formellement interdites, sauf en cas de motifs justifiés et après autorisation écrite de l'administration. Dans le cas où cette autorisation sera accordée, le nouvel attributaire reste tenu de l'exécution de toutes les clauses du présent cahier des charges.

ART. 17. — L'État se réserve formellement la propriété de tous objets d'art ou d'antiquité qui pourraient être trouvés sur les immeubles vendus.

ART. 18. — Les attributaires seront tenus de laisser en tout temps à la libre circulation du public, les routes, chemins ou pistes existant sur leurs parcelles.

ART. 19. — Sont et demeurent expressément exclus des ventes de ces lots :

1° Les cours d'eau de toutes sortes et les terrains compris dans leurs francs-bords, les sources de toute nature, les points d'eau à usage du public, les emprises des routes, chemins publics et voies ferrées et, en général, toutes les dépendances du domaine public, telles qu'elles sont définies au dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332), complété par celui du 8 novembre 1919 ;

2° Les marabouts, koubbas et cimetières pouvant exister sur les propriétés, leurs dépendances et leurs accès qui devront être laissés libres.

ART. 20. — Pendant dix ans à dater de l'entrée en jouissance, l'attributaire est tenu de laisser établir, sur la propriété attribuée, les routes, chemins, pistes, chemins de fer, points d'eau, passages de conduites d'eau ou de canaux d'irrigation, etc., qui seraient déclarés d'utilité publique.

Les emprises nécessaires à ces installations sont payées à l'ayant droit, pour le sol nu, au prix moyen de l'hectare payé aux domaines par l'acquéreur primitif.

Toutefois, au cas où ces installations nécessiteraient la destruction de constructions, de plantations ou de cultures ou autres travaux d'aménagement effectués par ce dernier, il y aura lieu à indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'experts. Au delà de la période de dix ans, l'expropriation pour cause d'utilité publique sera poursuivie conformément aux textes en vigueur.

Lotissement d'artisans

ART. 21. — L'État ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'alimentation en eau potable des parcelles attribuées, l'ouverture et la viabilité des routes, chemins ou pistes ou autres voies publiques représentées ou non sur le plan.

Lotissement maraîcher

L'État ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'alimentation en eau potable des parcelles attribuées, l'ouverture et la viabilité des routes, chemins ou pistes ou autres voies publiques représentées ou non sur le plan.

L'établissement des ponceaux ou passage d'accès nécessaires pour relier les parcelles vendues aux chemins limitrophes existants ou à créer, reste à la charge du preneur. Ces ouvrages devront être établis conformément aux types approuvés par l'administration compétente.

ART. 22. — Pendant un délai de dix ans, à dater de l'entrée en jouissance, les agents de l'administration auront droit d'accès et de circulation sur les lots, pour la surveillance de l'exécution des clauses et charges du contrat.

ART. 23. — *Sanctions à prendre en cas d'inexécution des clauses du contrat.* — A défaut de paiement des termes aux échéances prévues ou d'inexécution de l'une quelconque des clauses du présent cahier des charges, l'administration aura la faculté soit de poursuivre, à l'encontre de l'attributaire ou de ses ayants droit, l'exécution intégrale des clauses du contrat, soit de prononcer sa déchéance, soit de reprendre le lot par annulation pure et simple de l'attribution (au cas où l'attributaire n'aurait pas pris effectivement possession de son lot ou n'y aurait effectué aucun effort appréciable de valorisation).

Toutefois, la déchéance d'un attributaire ou la reprise d'un lot ne pourront avoir lieu sans que l'intéressé ait eu la faculté de présenter à l'administration toutes explications qu'il croira utiles pour justifier ses manquements. A cet effet, il lui sera accordé un délai d'un mois, à compter du jour de la notification de la décision prise à son encontre, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les motifs invoqués par l'intéressé seront portés à la connaissance du comité de colonisation qui statuera sur les cas de l'espèce.

La déchéance sera exécutoire dès sa publication au *Bulletin officiel* du Protectorat et sans autre formalité. Dans ce cas, le lot visé sera mis en vente aux enchères dans les conditions déterminées par le dahir du 18 mars 1931.

ART. 24. — Tous impôts et taxes actuellement en vigueur ou ceux qui seraient établis par la suite afférents à l'immeuble vendu sont à la charge de l'attributaire.

ART. 25. — Pour l'exécution des présentes, les attributaires déclarent élire domicile au village des M'Jatt.

DAHIR DU 7 MAI 1932 (1^{er} moharrem 1351)
 autorisant la vente de parcelles de terrain domaniale
 constituant le centre des M'Jatt (Meknès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, suivant un classement des candidats préalablement agréés par l'administration et aux clauses et conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent dahir, la vente des parcelles de terrain domaniale constituant le centre de colonisation des M'Jatt (Meknès).

ART. 2. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Fès, le 1^{er} moharrem 1351,
 (7 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :
 Rabat, le 31 mai 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

*
 * *

CAHIER DES CHARGES

Dans le centre des M'Jatt, région de Meknès, il a été décidé de procéder à la vente sous conditions résolutoires des lots créés sur les terrains domaniaux de ce centre, tels qu'ils figurent au plan ci-annexé.

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé dans les bureaux de la région de Meknès, à la mise en vente, entre demandeurs préalablement agréés, des lots du lotissement urbain, aux conditions prévues ci-dessous, dont le nombre et l'emplacement seront désignés dans l'avis qui sera publié à cet effet.

ART. 2. — *Conditions à remplir par les demandeurs.* — Pourront participer à l'attribution de ces lots, dans l'ordre de priorité ci-après :

a) Les artisans dont la candidature aura été agréée par l'administration ;

b) Tous les demandeurs jouissant de leurs droits civils et politiques agréés par l'administration dans les conditions indiquées à l'article 3 ci-dessous :

Les pères de famille nombreuse (trois enfants au moins mineurs à leur charge) qui auront été admis comme candidats, bénéficieront d'un droit de priorité dans leur catégorie.

Entre candidats réunissant par ailleurs les mêmes titres, les mutilés de guerre et, à défaut de ceux-ci, les anciens combattants, auront un droit de priorité dans leur catégorie.

ART. 3. — *Dépôt des demandes.* — Les demandes en attribution d'un des lots urbains devront être adressées par écrit et sur papier timbré à M. le général commandant la région de Meknès (bureau de l'adjoint civil), dans les délais qui seront fixés par l'avis prévu à l'article 1^{er}. Elles devront indiquer la nature, l'importance et la destination de l'immeuble bâti dont le demandeur entreprendra la construction.

Elles devront contenir toutes indications utiles sur les propriétés que le demandeur posséderait déjà au Maroc, spécifier s'il est domicilié au Maroc et, dans ce cas, indiquer depuis quelle époque et joindre une attestation de l'autorité administrative locale.

Ces demandes seront accompagnées :

- 1° D'un extrait de casier judiciaire du demandeur ayant moins de six mois de date ;
- 2° D'un certificat de domicile délivré par l'autorité locale ;
- 3° D'un certificat délivré par un officier de l'état civil indiquant l'âge et le nombre des enfants mineurs ou majeurs à la charge du candidat pour raison de santé ;
- 4° Des attestations d'invalidité et des états de service pour les mutilés et anciens combattants.

ART. 4. — *Commission d'examen des demandes.* — Les demandes seront examinées aussitôt par une commission composée :

- Du général commandant la région ou son délégué, président ;
- Du contrôleur civil de l'annexe des Beni M'Tir ;
- Du contrôleur des domaines ;
- De l'inspecteur de l'agriculture ;
- Et de deux représentants de la chambre mixte d'agriculture, du commerce et d'industrie de Meknès.

L'administration fera immédiatement connaître aux intéressés, à l'adresse indiquée par eux, si leurs demandes sont retenues ou écartées.

ART. 5. — *Attribution des lots.* — L'attribution des lots aura lieu en séance publique, dans l'ordre indiqué à l'article 2, par les soins de la commission prévue à l'article 4 ci-dessus et exclusivement par la voie du tirage au sort entre les demandeurs agréés. Le choix des lots s'opérera en suivant l'ordre de priorité déterminé par le tirage au sort. Ce choix aura lieu séance tenante, au vu du plan.

Toute contestation qui s'élèverait au cours des opérations au sujet de l'interprétation de l'une quelconque des clauses du présent cahier des charges sera tranchée par la commission.

Aussitôt après les opérations du tirage au sort, les attributaires signeront le procès-verbal de la séance.

Les demandeurs agréés pourront se faire représenter aux opérations d'attribution des lots par un mandataire muni de pouvoirs réguliers, les simples lettres seront considérées comme tels, à la condition que les mandats soient connus de l'administration et accrédités auprès d'elle.

ART. 6. — Chaque candidat n'aura droit qu'à l'attribution d'un seul lot. Toutefois, une personne pourra se rendre acquéreur de deux lots, dans le cas où l'établissement qu'elle aura l'intention de créer nécessiterait une superficie supérieure à celle d'un seul lot. L'administration seule statuera sur la suite à donner aux demandes tendant à obtenir un lot supplémentaire.

ART. 7. — *Conditions de l'attribution.* — Les lots urbains sont vendus sous conditions résolutoires, avec obligation pour l'acquéreur de se conformer aux modalités de mise en valeur et de paiement stipulées aux articles 8 et 10 ci-après.

ART. 8. — *Clauses de valorisation.* — Dans un délai de dix-huit mois, à dater de l'attribution, le preneur s'engage à édifier sur le lot vendu des constructions à usage d'habitation ou d'industrie en matériaux durables (pierre, brique, ciment armé, agglomérés de ciment) représentant une dépense globale minimum de 20 francs par mètre carré de terrain cédé.

Les couvertures seules autorisées sont : la terrasse, la tuile, le fibro-ciment, etc., à l'exception du chaume, du carton bitumé ou similaires, etc., de la tôle ondulée, cette dernière étant tolérée pour les dépendances.

Chaque lot comporte l'obligation d'édifier une construction distincte, dans les conditions indiquées ci-dessus ; toutefois, la personne qui se serait rendue acquéreur de deux lots contigus pourrait être autorisée à édifier une construction unique à la condition que cette dernière ait une valeur égale à celle des bâtiments qui auraient dû être élevés séparément sur chacun des lots visés.

Chaque lot sera frappé d'une servitude de verdure de cinq mètres portant sur la façade donnant sur une rue. L'implantation de toute maison sera obligatoirement indiquée par l'administration compétente.

Les constructions en pisé, bois et roseaux sont formellement interdites.

ART. 9. — A la fin de la première année, ainsi qu'à l'expiration du délai de dix-huit mois stipulé ci-dessus, il sera procédé, par une commission désignée à cet effet, en présence de l'attributaire ou de son représentant, à la vérification de l'exécution de la clause de mise en valeur mentionnée plus haut à l'article 8.

ART. 10. — *Prix de vente et modalités de paiement.* — Le prix de vente est fixé à 0 fr. 75 le mètre carré. Ce prix sera payable à la caisse de l'agent-comptable de la caisse autonome de l'hydraulique agricole et de la colonisation en dix annuités successives et égales, le premier terme devra être payé avant la prise de possession, les termes suivants, le 1^{er} octobre de chaque année. Les termes non acquittés à leur échéance sont passibles d'intérêts moratoires à 7 % calculés du jour de leur exigibilité jusqu'à celui du paiement.

ART. 11. — *Entrée en jouissance.* — La prise de possession de l'immeuble attribué aura lieu le mois qui suivra l'approbation du procès-verbal d'attribution. Elle ne pourra être différée au delà d'un délai de six mois. Elle fera l'objet d'un procès-verbal.

L'attributaire sera mis en possession de son lot par les soins d'un agent de l'administration. Cette mise en possession ne sera effectuée que lorsque l'attributaire aura versé à la caisse de l'agent-comptable de la caisse autonome de l'hydraulique agricole et de la colonisation le premier terme et le 2^e % du prix total du lot, pour frais de publicité. Les droits d'enregistrement et de timbre seront acquittés directement par l'attributaire.

ART. 12. — *Annulation de l'attribution.* — En cas de non-paiement du premier terme et des frais d'enregistrement, timbre et de publicité, dans le délai fixé, l'attribution sera annulée de plein droit, sans autre avis de l'administration. L'annulation de l'attribution sera également prononcée au cas où l'attributaire n'aurait pas pris possession du lot à la date extrême fixée au paragraphe 1^{er} de l'article 11 ci-dessus.

ART. 13. — Toute cession ou location à des tiers est formellement interdite, sauf en cas de motifs justifiés et après autorisation écrite de l'administration. Dans le cas où cette autorisation serait accordée, le cessionnaire qui devra être préalablement agréé par l'administration est responsable de l'exécution de toutes les clauses du présent cahier des charges.

ART. 14. — *Consistance des lots.* — L'attributaire sera réputé bien connaître l'immeuble vendu, sa consistance et ses limites. Il le prendra tel qu'il se poursuit et comporte, au surplus, tel qu'il est figuré au plan ci-annexé et borné sur le terrain, avec toutes les servitudes actives ou passives et sans pouvoir prétendre à indemnité ou recours contre l'Etat pour vice caché, étant bien entendu que la contenance indiquée au cahier des charges, plan et extraits du procès-verbal d'attribution n'est donnée qu'à titre indicatif et que la superficie exacte du lot ne sera déterminée que lors de l'immatriculation foncière.

ART. 15. — L'Etat fait réserve à son profit de la propriété des objets d'art et d'antiquité qui seraient découverts sur le lot attribué.

ART. 16. — *Immatriculation et titre de propriété.* — Lors de la prise de possession du lot il sera délivré à chaque attributaire un extrait du procès-verbal de la séance d'attribution mentionnant le lot qui lui est dévolu, sa situation, sa superficie et son prix. A ce document sera joint un exemplaire du cahier des charges et un plan du lot.

Conformément aux prescriptions de l'article 7 du dahir sur l'immatriculation, les immeubles mis en vente et attribués en totalité devront être immatriculés à la conservation de la propriété foncière à la requête et aux frais des acquéreurs. Les réquisitions devront être déposées dans un délai de six mois à compter du jour de l'attribution.

Après paiement du prix et exécution de toutes les clauses et conditions du cahier des charges, l'administration donnera quitus entraînant mainlevée de toutes les inscriptions mentionnées au profit de l'administration sur le titre foncier.

ART. 17. — *Décès de l'attributaire.* — En cas de décès de l'attributaire du lot avant l'exécution complète des clauses et conditions du cahier des charges, les héritiers sont substitués de plein droit aux charges et bénéfices de l'attribution.

ART. 18. — *Sanctions.* — Dans le cas où, à l'expiration du délai de dix-huit mois prévu à l'article 9 susvisé, l'attributaire n'aurait pas exécuté les clauses de mise en valeur ci-dessus prévues, l'Etat pourra reprendre possession du terrain vendu dans les conditions suivantes :

1° Par annulation pure et simple de l'attribution si le lot est demeuré dans son état primitif ou s'il ne comporte pas d'impenses durables ;

2° Par application des dispositions du dahir du 18 mars 1931 (vente aux enchères et distribution des deniers), si des améliorations foncières ont été apportées au lot.

Dans le premier cas le prix d'achat encaissé par l'État sera restitué à l'acquéreur sous déduction d'une retenue représentative de la valeur locative du lot, calculée à raison de 10 % par an du prix payé pour celui-ci.

ART. 19. — L'attributaire s'engage, pour lui et ses ayants droit, à se soumettre à tous les règlements de police de voirie existant ou à intervenir, ainsi qu'à tous les impôts ou taxes municipales en vigueur et à ceux qui seraient établis par la suite.

ART. 20. — L'administration ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'époque à laquelle il sera pourvu aux travaux de voirie, d'éclairage et d'adduction d'eau du lotissement.

ART. 21. — Pour l'exécution des présentes, les attributaires déclarent élire domicile sur le lot vendu.

ART. 22. — *Dispositions spéciales pour permettre l'application des dahirs des 4 juillet, 19 décembre 1928 et 26 mars 1929, à tous les ressortissants de ces textes.* — Les attributaires qui désirent bénéficier des dispositions concernant les habitations salubres et à bon marché, sont soumis aux conditions spéciales ci-après :

L'attribution des terrains aura lieu sous forme de vente sous condition résolutoire.

Le paiement du prix ou le reliquat restant à payer sera effectué en un seul versement par les intéressés, dès qu'ils seront avisés qu'un crédit hypothécaire leur est ouvert par la Caisse des prêts immobiliers du Maroc sous le bénéfice des dahirs susvisés.

L'autorisation de requérir l'immatriculation à leur nom sera donnée immédiatement aux attributaires, sous réserve de l'inscription sur le titre foncier des conditions de l'attribution.

Dans un délai de douze mois, au maximum, à dater de la vente les attributaires devront édifier soit par leurs propres moyens, soit avec le concours de la Caisse des prêts immobiliers du Maroc, une maison en maçonnerie à usage d'habitation comprenant les dépendances. Le service des domaines ne donnera son quitus que lorsqu'un agent de l'administration aura constaté l'exécution de cette clause.

Par contre, au cas où la construction en question ne serait pas édifiée dans le délai imparti, les attributaires seront déchus de leurs droits et les lots attribués pourront être remis en vente dans les conditions du dahir du 18 mars 1931 qui, d'un commun accord entre les parties, sera exceptionnellement applicable.

La valeur limitée des constructions et les modalités d'édification, les cessions, les locations, etc., demeurent régies par les dahirs des 4 juillet, 19 décembre 1928 et 27 mars 1929.

ART. 23. — *Vente des lots non attribués.* — Les lots qui n'auront pas trouvé preneur le jour de l'attribution seront mis en vente à nouveau dans un délai de six mois du jour de la première attribution, ou même, si l'administration le juge utile, dans un délai supérieur, mais qui ne devra pas excéder un an.

Les lots qui n'auraient pas trouvé preneur au cours des deux séances d'attribution susvisées pourront être attribués à tous les candidats présentant les conditions exigées à l'article 2. Au cas où plusieurs candidats se présenteraient le même jour, l'attribution aura lieu par voie de tirage au sort dans les trois jours qui suivront la demande.

électrique, au fonctionnement et au contrôle des dites distributions, modifié par le dahir du 21 janvier 1922 (22 joumada I 1340) ;

Vu les dahirs du 18 février 1922 (20 joumada II 1340) approuvant les conventions de distribution et les cahiers des charges relatifs aux concessions de distribution d'énergie électrique dans les villes de Rabat et de Salé, et déclarant d'utilité publique les travaux ;

Vu les dahirs du 30 avril 1925 (6 chaoual 1343) approuvant les avenants n° 1 aux conventions des 21 décembre 1921, 25 et 30 janvier 1922, relatives aux concessions de distribution d'énergie électrique dans les villes de Rabat et de Salé ;

Vu le dahir du 5 septembre 1930 (11 rebia II 1349) approuvant l'avenant n° 2 à la convention des 21 décembre 1921 et 30 janvier 1922 relative à la concession d'une distribution d'énergie électrique dans la ville de Rabat ;

Vu le dahir du 27 janvier 1931 (7 ramadan 1349) approuvant l'avenant n° 2 à la convention des 21 décembre 1921 et 25 janvier 1922 relative à la concession d'une distribution d'énergie électrique dans la ville de Salé ;

Vu le dahir du 28 janvier 1931 (8 ramadan 1349) approuvant les avenants n° 3 aux conventions des 21 décembre 1921, 25 et 30 janvier 1922 relatives aux concessions de distribution d'énergie électrique dans les villes de Rabat et de Salé ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent dahir, l'avenant n° 4 aux conventions susvisées des 21 décembre 1921, 25 et 30 janvier 1922, signé à Paris, le 8 février 1932, à Rabat et à Salé, le 4 mars 1932, entre, d'une part, les pachas des municipalités de Rabat et de Salé, agissant au nom et pour le compte de ces villes, d'autre part, la Société marocaine de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, ayant son siège à Paris, 15, rue Pasquier, représentée par M. Petsche, administrateur-délégué de ladite société.

Fait à Fès, le 3 moharrem 1351,
(9 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 9 MAI 1932 (3 moharrem 1351)
approuvant l'avenant n° 4 aux conventions des 21 décembre 1921, 25 et 30 janvier 1922 relatives aux concessions de distribution d'énergie électrique dans les villes de Rabat et de Salé.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 29 janvier 1918 (15 rebia II 1336) réglant les conditions relatives à la délivrance des autorisations, permissions et concessions de distribution d'énergie

DAHIR DU 18 MAI 1932 (12 moharrem 1351)
suspendant provisoirement la perception de la taxe « ad valorem » à l'exportation sur les produits miniers de première catégorie.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 1^{er} novembre 1929 (28 joumada I 1348) portant règlement minier et, notamment, l'article 90 ;

Vu le dahir du 16 mars 1931 (26 chaoual 1349) portant suppression des droits de sortie afférents aux produits d'origine et de fabrication marocains ;

Vu le dahir du 20 juillet 1931 (4 rebia I 1350) définissant la valeur imposable, à la sortie, des produits classés dans la deuxième catégorie des mines,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est suspendue, du 1^{er} avril au 31 décembre 1932, la perception de la taxe *ad valorem* à l'exportation sur les produits miniers de 1^{re} catégorie.

ART. 2. — Pendant toute la durée de la suspension de la taxe à l'exportation, les produits miniers de 1^{re} catégorie seront soumis à la taxe de statistique de 0 fr. 50 % *ad valorem* prévue par l'article 2 du dahir susvisé du 16 mars 1931 (26 chaoual 1349).

La liquidation de la taxe de statistique s'effectuera toutefois, en ce qui concerne ces mêmes produits, dans les conditions prévues par le dahir susvisé du 20 juillet 1931 (4 rebia I 1350).

*Fait à Fès, le 12 moharrem 1351,
(18 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 18 MAI 1932 (12 moharrem 1351)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement de la partie sud-est de la ville de Rabat, dite « Zone de Chellah ».

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 23 septembre 1922 (30 moharrem 1341) approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règlement d'aménagement de la partie sud-est de la ville de Rabat, dite « Zone de Chellah » ;

Considérant l'intérêt qui s'attache à aménager l'entrée de la ville de Rabat par la route des Zaër, et à masquer par des villas européennes frappées d'une servitude de façades l'agglomération d'immeubles en torchis, vieilles tôles, etc., existant actuellement sur le terrain El Aofir, face à l'aviation militaire ;

Vu l'avis favorable formulé à cet effet le 29 octobre 1931 par le chef du service des beaux-arts et des monuments historiques ;

Vu les résultats de l'enquête *de commodo et incommodo* ouverte aux services municipaux de Rabat, du 22 décembre 1931 au 22 janvier 1932 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement de la partie sud-est de la ville de Rabat, dite « Zone de Chellah », telles qu'elles sont indiquées aux plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Rabat sont chargées de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Fès, le 12 moharrem 1351,
(18 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 18 MAI 1932 (12 moharrem 1351)
instituant un permis d'exploitation de mines
au profit de M. Antoine Sépulchre.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu :

La demande déposée, le 12 juin 1930 par M. Sépulchre, demeurant à Liège, 13, place Saint-Jacques, et enregistrée sous le n° 101, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 2^e catégorie ;

Le permis de recherche n° 2390, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 12 octobre 1930, ordonnant la mise à l'enquête publique du 15 novembre 1930 au 15 janvier 1931 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 31 octobre 1930, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 21 novembre 1930 et 2 janvier 1931, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Marrakech, du contrôle civil autonome des Abda-Ahmar et du tribunal de première instance de Marrakech ;

Vu l'ordonnance de saisie conservatoire rendue, le 27 février 1929, par le président du tribunal de première instance de Marrakech, à la requête de MM. Zaban et Lamonica, à l'encontre de M. Sépulchre, et visant les permis de recherche n°s 2390, 2391 et 2407 ;

Vu l'opposition à la délivrance des permis d'exploitation n°s 101, 102, 107, dérivant des permis de recherche ci-dessus énumérés, opposition formulée par voie de requête par M^e Marzac, représentant MM. Zaban et Lamonica, et remise au chef du service des mines le 14 janvier 1931 ;

Vu le jugement rendu par le tribunal de première instance de Marrakech le 19 mars 1932, donnant mainlevée de la saisie conservatoire, et l'accord de MM. Zaban et Lamonica à cette levée ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier, et, notamment, les articles 46, 53, 56, 66 ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de seconde catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à M. Antoine Sépulchre, sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S' Naâm (carte d'Oued Tensift (E) au 1/200.000°) ;

Définition du centre par rapport au repère : 1.700 mètres S. et 3.150 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Marrakech.

*Fait à Fès, le 12 moharrem 1351,
(18 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 18 MAI 1932 (12 moharrem 1351)
instituant un permis d'exploitation de mines
au profit de M. Antoine Sépulchre.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu :

La demande déposée, le 12 juin 1930, par M. Sépulchre, demeurant à Liège, 13, place Saint-Jacques, et enregistrée sous le n° 102, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 2° catégorie ;

Le permis de recherche n° 2391, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 12 octobre 1930, ordonnant la mise à l'enquête publique du 15 novembre 1930 au 15 janvier 1931 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 31 octobre 1930, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 21 novembre 1930 et 2 janvier 1931, dans lesquels la demande a été insérée ;
Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Marrakech, du contrôle civil autonome des Abda-Ahmar et du tribunal de première instance de Marrakech ;

Vu l'ordonnance de saisie conservatoire rendue, le 27 février 1929, par le président du tribunal de première instance de Marrakech, à la requête de MM. Zaban et Lamonica, à l'encontre de M. Sépulchre, et visant les permis de recherche n° 2390, 2391 et 2407 ;

Vu l'opposition à la délivrance des permis d'exploitation n° 101, 102, 107, dérivant des permis de recherche ci-dessus énumérés, opposition formulée par voie de requête par M^e Marzac, représentant MM. Zaban et Lamonica, et remise au chef du service des mines le 14 janvier 1931 ;

Vu le jugement rendu par le tribunal de première instance de Marrakech le 19 mars 1932, donnant mainlevée de la saisie conservatoire, et l'accord de MM. Zaban et Lamonica à cette levée ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier, et, notamment, les articles 46, 53, 56, 66 ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de seconde catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à M. Antoine Sépulchre, sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S' Naâm (carte d'Oued Tensift (E) au 1/200.000°) ;

Définition du centre par rapport au repère : 2.300 mètres N. et 2.850 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Marrakech.

*Fait à Fès, le 12 moharrem 1351,
(18 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 18 MAI 1932 (12 moharrem 1351)
instituant un permis d'exploitation de mines
au profit de M. Antoine Sépulchre.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu :

La demande déposée, le 7 juillet 1930, par M. Sépulchre, demeurant à Liège, 13, place Saint-Jacques, et enregistrée sous le n° 107, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines de 2° catégorie ;

Le permis de recherche n° 2407, en vertu duquel la demande est présentée ;

Le plan en triple exemplaire et les pièces justificatives produits à l'appui de la demande ;

La décision du chef du service des mines, en date du 12 octobre 1930, ordonnant la mise à l'enquête publique du 15 novembre 1930 au 15 janvier 1931 ;

Le numéro du *Bulletin officiel* du 31 octobre 1930, dans lequel ladite décision a été insérée ;

Les numéros du *Bulletin officiel* des 21 novembre 1930 et 2 janvier 1931, dans lesquels la demande a été insérée ;

Les certificats d'affichage aux sièges de la région de Marrakech, du contrôle civil autonome des Abda-Ahmar et du tribunal de première instance de Marrakech ;

Vu l'ordonnance de saisie conservatoire rendue, le 27 février 1929, par le président du tribunal de première instance de Marrakech, à la requête de MM. Zaban et Lamonica, à l'encontre de M. Sépulchre, et visant les permis de recherche n° 2390, 2391 et 2407 ;

Vu l'opposition à la délivrance des permis d'exploitation n° 101, 102, 107, dérivant des permis de recherche ci-dessus énumérés, opposition formulée par voie de requête par M^e Marzac, représentant MM. Zaban et Lamonica, et remise au chef du service des mines le 14 janvier 1931 ;

Vu le jugement rendu par le tribunal de première instance de Marrakech le 19 mars 1932, donnant mainlevée de la saisie conservatoire, et l'accord de MM. Zaban et Lamonica à cette levée ;

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier, et, notamment, les articles 46, 53, 56, 66 ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Un permis d'exploitation de seconde catégorie, dont la position est définie ci-dessous, est accordé à M. Antoine Sépulchre, sous les conditions et réserves générales du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342).

Désignation du repère : marabout S' Naâm (carte d'Oued Tensift (E) au 1/200.000°) ;

Définition du centre par rapport au repère : 2.300 mètres N. et 6.850 mètres E.

Longueur des côtés : 4.000 mètres.

ART. 2. — Deux exemplaires dûment certifiés du plan joint à la demande seront remis au conservateur de la propriété foncière en résidence à Marrakech.

*Fait à Fès, le 12 moharrem 1351,
(18 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 21 MAI 1932 (15 moharrem 1351)
autorisant la vente de six immeubles domaniaux,
sis à Fès.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Si Hadj Boubekour Guessous de six immeubles domaniaux sis à Fès, désignés au tableau ci-après.

N° DU SOMMIER DE CONSISTANCE	DESIGNATION DE L'IMMEUBLE SITUATION	VALEUR
		FRANCS
304 S.C.	Dar Seinaa Lalla Griba, n° 20	10.000
309 S.C.	Dar Chama, n° 13, derb El Heddada.	2.400
1.555 S.C.	Écurie, 29, Driba Sidi bou Nafa	3.900
1.619 S.C.	Boutique, n° 2, à Boutouil	2.000
1.725 S.C.	Petite maison et cour, n° 22, rue Zaouïa Abdelkader (Moulay Abdelah)	10.000
1.817 S.C.	Maison n° 97, Bab el Aoudat	6.300
	TOTAL.....	34.600

ART. 2. — Le paiement du prix de vente sera effectué en trois termes égaux.

ART. 3. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Meknès, le 15 moharrem 1351,
(21 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 21 MAI 1932 (15 moharrem 1351)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Taza).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajustement du lot de colonisation « Sidi Boubeker n° 3 », la vente à M. Cuzin Maxime d'une parcelle de terrain domanial inscrite sous le n° 276 au sommier de consistance des biens domaniaux de Taza, d'une superficie approximative de cinq hectares (5 ha.), au prix de neuf mille quatre cent vingt-deux francs (9.422 fr.), payable dans les mêmes conditions que le prix du lot « Sidi Boubeker n° 3 », auquel la parcelle cédée sera incorporée et dont elle suivra le sort.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Meknès, le 15 moharrem 1351,
(21 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 21 MAI 1932 (15 moharrem 1351)
portant approbation du budget de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation pour l'exercice 1932.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — passe Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 4 janvier 1927 (29 joumada II 1345) portant institution d'une caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation ;

Sur la proposition du conseil de gérance, après avis du directeur général des finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le budget de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation, pour l'exercice 1932, est fixé conformément au tableau annexé au présent dahir.

ART. 2. — Le directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent dahir.

Fait à Meknès, le 15 moharrem 1351,
(21 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 6 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

RECETTES

ARTICLES	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATION pour l'année 1932
Première section		
<i>Hydraulique et améliorations agricoles</i>		
1	Produit des eaux terrestres du domaine public de l'Etat	Mémoire
2	Produit de la contribution des usagers aux dépenses d'aménagement des eaux	Mémoire
3	Recettes provenant de l'amélioration des terrains ayant fait l'objet d'aménagements hydrauliques	Mémoire
4	Produit des prêts ou avances consentis en vue de l'usage ou de l'aménagement des eaux.	Mémoire
5	Recettes accidentelles à différents titres	Mémoire
6	Subvention de l'Etat ou prélèvement sur le fonds de réserve	Mémoire
7	Subvention de l'Office chérifien des phosphates	Mémoire
8	Fonds de concours	Mémoire
Deuxième section		
<i>Colonisation</i>		
9	Produit des ventes de lots de colonisation et des immeubles domaniaux ruraux	6.500.000
10	Revenus des immeubles achetés par l'Etat sur l'ancien fonds de remploi domanial	Mémoire
11	Subvention de l'Etat ou prélèvement sur le fonds de réserve	Mémoire
12	Subvention de l'Office chérifien des phosphates	Mémoire
13	Pourcentage sur le prix de vente des lots de colonisation	775.000
TOTAL de la deuxième section		7.275.000
RECAPITULATION		
Première section		»
Deuxième section		7.275.000
TOTAL général		7.275.000

DEPENSES

ART.	PAR.	DÉSIGNATION DES TRAVAUX	PRÉVISIONS pour 1932
		Première section <i>Hydraulique et améliorations agricoles</i> CHAPITRE PREMIER <i>Hydraulique</i> ARTICLE PREMIER. — <i>Travaux d'irrigation.</i>	
1	1	Travaux d'irrigation dans la plaine des Triffas	Mémoire
	2	Barrage du Beth, voie d'accès et outillage hydraulique	Mémoire
	3	Barrage de l'oued Mellah, voie d'accès et outillage hydraulique	Mémoire
	4	Barrage du N'Fis, voie d'accès et outillage hydraulique	Mémoire
	5	Dérivation de l'Oum er Rebia, voie d'accès et outillage hydraulique	Mémoire
	6	Assainissements, irrigations, travaux de défense contre les crues	Mémoire
		TOTAL de l'article premier	»
2		ART. 2. — <i>Travaux de forages et recherches d'eau et d'aménagement de points d'eau...</i>	Mémoire
3		ART. 3. — <i>Alimentation en eau des centres agricoles et urbains constitués ou non en municipalités</i>	Mémoire
		ART. 4. — <i>Etudes et travaux. — Personnel, matériel et frais de publicité.</i>	
4	1	Etudes et travaux, personnel auxiliaire	Mémoire
	2	Matériel, imprimés, fournitures de bureau, instruments divers, cartes et plans	Mémoire
	3	Frais de publicité, frais de mission, contentieux, honoraires d'avocats	Mémoire
		TOTAL de l'article 4	»
5		ART. 5. — <i>Remboursement des prêts et avances consentis en vue de l'usage ou de l'aménagement des eaux</i>	Mémoire
6		ART. 6. — <i>Restes à payer sur exercice clos</i>	Mémoire
		RÉCAPITULATION	
		ARTICLE PREMIER	»
		ARTICLE 2	»
		ARTICLE 3	»
		ARTICLE 4	»
		ARTICLE 5	»
		ARTICLE 6	»

ARTICLES	DÉSIGNATION DES DÉPENSES	PRÉVISIONS pour 1932
	CHAPITRE 2 <i>Améliorations agricoles</i>	
1	Etudes et travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles	Mémoire
2	Subvention aux organismes d'intérêt collectif pour travaux d'hydraulique et d'améliorations agricoles	Mémoire
3	Lutte antiacridienne	Mémoire
	Achat, entretien et transport de matériel et produits, magasinage	Mémoire
	Transport de personnel, location de voitures, indemnité journalière de déplacement aux fonctionnaires, indemnité kilométrique aux fonctionnaires et officiers	Mémoire
	Rétribution de la main-d'œuvre. Frais de nourriture des indigènes. Gratifications aux indigènes. Indemnité journalière de nourriture aux officiers et hommes de troupe, indemnité pour détérioration d'effets d'habillement. Indemnités, secours à payer aux militaires victimes d'accidents ou à leurs ayants droit, capitaux constitutifs de rente	Mémoire
	Construction, installation et équipement d'un centre de la défense des cultures pour l'organisation de la lutte dans les territoires du Sud	Mémoire
	Prix destinés à encourager la recherche des procédés de lutte contre les acridiens	Mémoire

ARTICLE	DÉSIGNATION DES DÉPENSES	PRÉVISIONS pour 1932
4	Dépenses imprévues Restes à payer des exercices clos	Mémoire Mémoire
	TOTAL du chapitre 2	»
	RÉCAPITULATION DE LA PREMIÈRE SECTION	
	CHAPITRE PREMIER	»
	CHAPITRE 2	»
	TOTAL de la première section	»
	Deuxième section	
	CHAPITRE 3	
	<i>Colonisation</i>	
1	Acquisitions immobilières	6.650.000
2	Construction d'Aïn Taoujat-Meknès	Mémoire
3	Frais de défrichement	Mémoire
4	Frais de reconnaissance et d'immatriculation	100.000
5	Frais d'enregistrement, timbre, publicité et frais divers relatifs aux ventes de lots de colonisation	200.000
6	Indemnités diverses à allouer à l'occasion de la colonisation	300.000
7	Subvention au compte « Avances consenties aux institutions de crédit agricole, commercial et industriel et œuvres sociales en vue de l'attribution d'avances aux caisses de crédit agricole et aux coopératives de docks-silos »	Mémoire
8	Restes à payer des exercices clos	Mémoire
	TOTAL du chapitre 3	7.250.000
	CHAPITRE 4	
	<i>Frais d'administration</i>	
Article unique	Contribution pour la gestion de l'agent-comptable personnel et matériel et indemnité de responsabilité à l'agent-comptable)	25.000
	RÉCAPITULATION DE LA DEUXIÈME SECTION	
	CHAPITRE 3	7.250.000
	CHAPITRE 4	25.000
	TOTAL de la deuxième section	7.275.000
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES	
	Première section	»
	Deuxième section	7.275.000
	TOTAL	7.275.000
	EQUILIBRE	
	Recettes	7.275.000
	Dépenses	7.275.000

DAHIR DU 21 MAI 1932 (15 moharrem 1351)
 autorisant la vente de cinq parcelles de terrain domanial
 (Taza).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajustement du lot de colonisation « Innaouen n° 31 », la vente à M^{me} veuve Brugère Marie-Louise de cinq parcelles de terrain domanial inscrites sous le n° 277 au sommier de consistance des biens domaniaux de Taza, d'une superficie globale approximative de onze hectares (11 ha.), au prix de cinq mille cinq cent vingt-cinq francs (5.525 fr.), payable dans les mêmes conditions que le prix du lot « Innaouen n° 31 », auquel les parcelles cédées seront incorporées et dont elles suivront le sort.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Meknès, le 15 moharrem 1351,
 (21 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 21 MAI 1932 (15 moharrem 1351)
 autorisant la vente d'un immeuble domanial,
 sis à Salé (Rabat).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Si Kacem Soussi d'un immeuble domanial dit « Roua el Hafian », sis rue du Hammam de Bab Sebta à Salé (Rabat), au prix de deux mille francs (2.000 fr.), payable en trois termes égaux.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Meknès, le 15 moharrem 1351,
 (21 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 21 MAI 1932 (15 moharrem 1351)
 autorisant la vente d'un immeuble domanial,
 sis à Marrakech.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Jean Manton d'un immeuble domanial inscrit sous le n° 781 bis au sommier de consistance des biens domaniaux de Marrakech, sis dans cette ville, au prix de six mille francs (6.000 fr.), payable en un seul terme à la passation de l'acte de vente.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Meknès, le 15 moharrem 1351,
 (21 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 23 MAI 1932 (17 moharrem 1351)
 autorisant la vente d'un immeuble domanial (Marrakech).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Pic Pierre de l'immeuble domanial inscrit sous le n° 305 au sommier de consistance des biens domaniaux des Serarna (Marrakech), d'une superficie approximative de cent soixante-treize hectares (173 ha.), au prix de cinquante-sept mille quatre cent quatre-vingt-six francs (57.486 fr.), payable suivant les conditions stipulées au cahier des charges afférent à la vente des lots de colonisation en 1930.

ART. 2. — Ce lot sera soumis à des conditions spéciales de mise en valeur et aux clauses générales du cahier des charges précité.

ART. 3. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Meknès, le 17 moharrem 1351,
 (23 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 24 MAI 1932 (18 moharrem 1351)
 autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial,
 sise à Fès.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Bestiau Charles d'une parcelle de terrain domanial d'une superficie de six cent trente-six mètres carrés (636 mq.), sise à Fès, au prix de sept mille six cent trente-deux francs (7.632 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Meknès, le 18 moharrem 1351,
 (24 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 25 MAI 1932 (19 moharrem 1351)
 autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial,
 sise à Rabat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à l'Office des mutilés et anciens combattants d'une parcelle de terrain à prélever sur l'immeuble domanial dit « Champ de courses », inscrit sous le n° 391 au sommier de consistance des biens domaniaux de Rabat, titre foncier n° 1122 R., parcelle n° 1, d'une superficie de neuf hectares cinquante ares (9 ha. 50 a.), sise en cette ville, au prix global de sept cent soixante mille francs (760.000 fr.), soit à raison de huit francs (8 fr.) le mètre carré.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Meknès, le 19 moharrem 1351,
 (25 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 27 MAI 1932 (21 moharrem 1351)
 prorogeant pour une période de cinq ans un permis
 d'exploitation de mines.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier et, notamment, l'article 67 ;

Vu le dahir du 2 juin 1927 (2 hija 1345) instituant un permis d'exploitation de mines de deuxième catégorie (permis n° 7), au profit de la Société minière des Rehamna ;

Vu la demande présentée le 2 mars 1932 par la Société minière des Rehamna, à l'effet d'obtenir la prorogation du permis n° 7 pour une période de cinq ans ;

Sur le rapport du directeur général des travaux publics,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le permis d'exploitation n° 7, institué au profit de la Société minière des Rehamna, est prorogé pour une durée de cinq ans, à partir du 2 juin 1932.

Fait à Rabat, le 21 moharrem 1351,
 (27 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 28 MAI 1932 (22 moharrem 1351)
 autorisant la vente de deux parcelles de terrain domanial,
 sises à Taza.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à la municipalité de Taza de deux parcelles de terrain domanial délimitées par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent dahir, ci-après désignées :

a) Bled Merabtime Beni Touzine (partie), inscrite sous le n° 26 T.R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Taza, d'une superficie approximative de dix-neuf mille trois cent huit mètres carrés (19.308 mq.), au prix de trente-huit mille six cent seize francs (38.616 fr.) ;

b) Bled el Khemine (partie), inscrite sous le n° 27 T.R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Taza,

d'une superficie approximative de soixante-cinq mille trois cent quarante-quatre mètres carrés (65.344 mq.), au prix de cent trente mille six cent quatre-vingt-huit francs (130.688 fr.).

Le prix de vente sera payé au fur et à mesure de la revente des parcelles de terrain par la municipalité de Taza.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 22 moharrem 1351,
(28 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 28 MAI 1932 (22 moharrem 1351)
autorisant la vente d'un immeuble domanial (Doukkala).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie d'adjudication aux enchères publiques, la vente de l'immeuble domanial dit « Bled Bouknadel », inscrit sous le n° 7 A.Z.R. au sommier de consistance des biens domaniaux des Doukkala, d'une superficie de vingt-trois hectares huit ares trente centiares (23 ha. 08 a. 30 ca.), sis sur le territoire de la fraction des Chiadma, annexe de Sidi Ali d'Azemmour (Doukkala).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 22 moharrem 1351,
(28 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 30 MAI 1932 (24 moharrem 1351)
autorisant la vente d'un immeuble domanial,
sis dans les Haha-nord (Mogador).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à la Société des agaves d'Agadir, représentée par M. Evesque, administrateur de ladite société, d'un immeuble domanial dit « Bled el Héri », inscrit sous le n° 7 au sommier de consistance

des biens domaniaux de Mogador, d'une superficie de sept hectares cinquante et un ares (7 ha. 51 a.), au prix global de cinq mille francs (5.000 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 24 moharrem 1351,
(30 mai 1932).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

DAHIR DU 31 MAI 1932 (25 moharrem 1351)
relatif aux transactions immobilières à Moulay Idriss
et dans sa zone suburbaine immédiate.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohammed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Le caractère de ville sainte de l'agglomération de Moulay Idriss et la vénération unanime dont ses sanctuaires sont entourés ont déterminé Notre Majesté à utiliser la possibilité que se sont réservée Nos Éminents prédécesseurs, en complet accord avec les puissances étrangères en vertu des traités, de refuser, pour des raisons de haute convenance religieuse, l'autorisation d'acquérir des immeubles en certaines régions ou divers lieux de l'Empire chérifien.

La mesure à laquelle Nous sommes rallié recueillera l'adhésion générale parce qu'elle s'appliquera à tous les non-musulmans, sans distinction de nationalité, et concourra, au surplus, à la sauvegarde du caractère artistique qui a été reconnu au site de Moulay Idriss, par le classement de ce site qu'a réalisé le dahir de Notre Auguste Père, en date du 7 rebia I 1339 (19 novembre 1920).

Notre Majesté Chérifienne,

A décidé, en conséquence, que les transactions immobilières, aliénations à titre gratuit ou à titre onéreux, constitutions d'hypothèques ou d'antichrèse et, d'une manière générale, tous actes constitutifs de droits réels, quelle qu'en soit la nature, dans lesquels seraient parties des non-musulmans, sont interdits au regard des immeubles situés dans la ville de Moulay Idriss et dans la zone suburbaine immédiate telle qu'elle est délimitée sur le plan annexé à l'original du présent dahir.

Les immeubles bâtis ou non, situés à l'intérieur du périmètre ainsi défini, sont soustraits au régime de l'immatriculation, par dérogation au dahir du 13 safar 1342 (25 septembre 1923).

Nous prescrivons, en conséquence, à Notre serviteur le pacha de Moulay Idriss, au cadi du Zerhoun, ainsi qu'à Nos sujets, d'observer avec la plus grande déférence les dispositions des présentes, scellées en Notre palais impérial, à Rabat, le 25 moharrem 1351 (31 mai 1932).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MAI 1932

(2 moharrem 1351)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Casablanca, de quatre parcelles de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I

1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Casablanca, dans sa séance du 1^{er} février 1932 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de la construction d'un marché de gros, l'acquisition par la municipalité de Casablanca de quatre parcelles de terrain sises boulevard Ney, telles qu'elles sont figurées par les parties teintées en rose, bleu et jaune, sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, et dont les superficies, les propriétaires et les prix globaux et forfaitaires sont indiqués au tableau ci-après :

NUMÉROS DES PARCELLES	SUPERFICIES	PROPRIÉTAIRES	PRIX
1	Trois mille deux cent quarante-cinq mètres carrés (3.245 mq.)	Paul Guyot	Quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent cinquante francs (486.750 fr.)
2	Quatre mille deux cent six mètres carrés (4.206 mq.)	id.	Six cent trente mille neuf cents francs (630.900 fr.)
3	Mille neuf cents mètres carrés (1.900 mq.) ..	Schwob et consorts	Deux cent quatre-vingt-cinq mille francs (285.000 fr.)
4	Mille deux cent quarante-cinq mètres carrés (1.245 mq.)	Pierre Mas	Cent quatre-vingt-six mille sept cent cinquante francs (186.750 fr.)

ART. 2. — Le chef des services municipaux de la ville de Casablanca est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Fès, le 2 moharrem 1351,
(8 mai 1932).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 MAI 1932

(21 moharrem 1351)

relatif à l'application de la taxe urbaine à Khémisset.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 juillet 1918 (16 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le périmètre à l'intérieur duquel la taxe urbaine est appliquée à Khémisset, à partir du 1^{er} janvier 1932, est délimité ainsi qu'il suit :

L'aïn El Khemis, le ravin qui aboutit aux abreuvoirs, la piste dite des carrières qui limite le terrain Sparacello, coupe la route n° 205 du barrage, longe l'hippodrome et aboutit à la borne n° 16 située à la rencontre de la piste reliant les Qablyin aux Aïn Abbou et dépendant de la propriété immatriculée de Nakam et Si Mohamed Hajji, cette piste jusqu'à hauteur de la borne n° 15 de la propriété Chansson. De la borne n° 15, la clôture du jardin Chansson et son prolongement jusqu'à la borne n° 8 ; ligne droite joignant cette borne à la route 14 à l'angle du jardin (figuiers de barbarie et vignes) de Larbi Sefnaj et son prolongement jusqu'au droit de la borne n° 11 de la propriété Sparacello et Ali ; la piste menant des Aïn Abbou au souk Tléta jusqu'à sa rencontre avec le mur du souk Tléta ; les façades ouest et sud de ce souk jusqu'à la route de Daïet er Roumi, à l'angle sud-est du marché ; le chemin existant entre les propriétés Garcia, au nord, et Colin Rouet, au sud ; les limites extérieures du cimetière, la piste de Kasba Harira en direction du village jusqu'à l'angle du jardin de Si Abdallah Beidaoui, le sentier et le ravin qui descendent vers le sud-est jusqu'à l'oued Dkor et, enfin, l'oued Dkor jusqu'à l'aïn El Khemis.

*Fait à Rabat, le 21 moharrem 1351,
(27 mai 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 MAI 1932

(24 moharrem 1351)

portant élargissement de l'emprise du chemin de colonisation de Bou Fekrane à Agouraï, entre les P.K. 0 et 4,540.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie et, notamment, l'article 1^{er} ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 août 1924 (30 hija 1343) portant reconnaissance de divers chemins de colonisation et fixant leur largeur ;

Vu la pétition, en date du 11 décembre 1931, par laquelle divers colons riverains du chemin de colonisation de Bou Fekrane à Agouraï ont demandé que la largeur d'emprise de ce chemin fût portée de 12 mètres à 15 mètres dans la traversée du lotissement des Beni M'Tir, et se sont engagés à céder gratuitement les parcelles de leurs lots qui seraient nécessaires à cet élargissement ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis de l'autorité locale de contrôle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La largeur d'emprise du chemin de Bou Fekrane à Agouraï, dans la partie comprise entre les P. K. 0 à 4,540, est portée de 12 mètres à 15 mètres (soit 7 m. 50 de part et d'autre de l'axe).

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 24 moharrem 1351,
(30 mai 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 31 MAI 1932

(25 moharrem 1351)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition à titre gratuit par la municipalité de Casablanca d'une parcelle de terrain, et classant cette parcelle au domaine public de la ville.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Casablanca, dans sa séance du 7 mars 1932 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique l'acquisition à titre gratuit par la municipalité de Casablanca d'une parcelle de terrain, cédée à la ville par feu M. Lendrat Eugène, d'une superficie de deux mille neuf cent soixante-trois mètres carrés huit décimètres carrés

(2.963 mq. 08 dmq.), sise boulevard de France, à Casablanca, telle qu'elle est figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette parcelle, destinée à l'aménagement d'un jardin public, est classée au domaine public municipal.

ART. 3. — Le chef des services municipaux de la ville de Casablanca est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 moharrem 1351,
(31 mai 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 31 MAI 1932
(25 moharrem 1351)**

déclarant d'utilité publique la fixation des dunes maritimes du Tamri et d'Arouais (Agadir).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 10 octobre 1917 (20 hija 1335) sur la conservation et l'exploitation des forêts, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et, notamment, son article 30 ;

Sur la proposition du directeur des eaux et forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la fixation par voie de reboisement, des dunes maritimes domaniales du Tamri (1.050 hectares), situées au sud de l'embouchure de l'oued Ait Aneur, de part et d'autre de la route de Mogador à Agadir, et des dunes domaniales d'Arouais (1.400 hectares), situées au sud de l'embouchure de l'oued Massa.

La limite de ces dunes est figurée par un liséré vert sur les plans annexés à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Le directeur des eaux et forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 moharrem 1351,
(31 mai 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 31 MAI 1932

(25 moharrem 1351)

portant homologation du 6^e avenant à la convention du 10 mars 1914 pour la concession d'une distribution d'eau à Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale et, notamment, les articles 2 et 20 ;

Vu la convention intervenue le 10 mars 1914 entre le pacha de la ville de Casablanca et la Société marocaine de distribution d'eau à Casablanca, et le cahier des charges y annexé ;

Vu le sixième avenant à cette convention, signé à Paris le 25 janvier 1932 et à Casablanca le 1^{er} février 1932 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Casablanca, dans sa séance du 1^{er} février 1932 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est homologué le sixième avenant à la convention intervenue le 10 mars 1914 entre le pacha de la ville de Casablanca et la Société marocaine de distribution d'eau.

Le texte de cet avenant, signé à Paris le 25 janvier 1932 et à Casablanca le 1^{er} février 1932, est annexé à l'original du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 moharrem 1351,
(31 mai 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 JUIN 1932

(28 moharrem 1351)

délimitant le périmètre urbain du centre d'El Hajeb et le périmètre de sa zone suburbaine.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 27 janvier 1931 (7 ramadan 1349) complétant la législation sur l'aménagement des centres et de la banlieue des villes ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre urbain du centre d'El Hajeb est délimité par le liséré vert indiqué sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Le périmètre de la zone suburbaine est délimité par le liséré rouge indiqué sur le même plan.

ART. 3. — Les autorités locales du centre d'El Hajeb sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 28 moharrem 1351,
(3 juin 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 JUIN 1932

(29 moharrem 1351)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès de l'immeuble domanial dit « Nouader à Tlet Fehoul ».

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu le dahir du 23 décembre 1931 (13 chaabane 1350) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Meknès) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans sa séance du 26 octobre 1931 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès, en vue de l'installation des laiteries indigènes en dehors de la médina, de l'immeuble domanial dit « Nouader à Tlet Fehoul », inscrit sous le n° 95 au sommier de consistance des biens domaniaux de cette ville, au prix de quatorze mille francs (14.000 fr.).

ART. 2. — Le chef des services municipaux de la ville de Meknès est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 29 moharrem 1351,
(4 juin 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 6 JUIN 1932

(3 safar 1351)

modifiant l'arrêté viziriel du 7 février 1922 (9 jourmada II 1340) portant création d'une caisse de pécule du personnel civil de la régie des chemins de fer à voie de 0,60.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 décembre 1920 (6 rebia II 1339) sur la régie des chemins de fer à voie de 0,60, modifié par les dahirs des 5 avril 1921 (26 rejeb 1339), 6 mai 1927 (4 kaada 1345) et 30 décembre 1927 (6 rejeb 1346) ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 février 1922 (9 jourmada II 1340) portant création d'une caisse de pécule du personnel civil des chemins de fer à voie de 0,60, modifié par les arrêtés viziriels des 26 juillet 1923 (11 hija 1341), 24 décembre 1927 (29 jourmada II 1346), 21 mars 1929 (9 chaoual 1347), 25 avril 1930 (26 kaada 1348) et 5 juillet 1930 (8 safar 1349) ;

Sur la proposition du directeur du réseau ;

Le conseil de réseau entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une allocation extraordinaire de cinq cent mille francs (500.000 fr.) sera répartie entre les agents tributaires de la caisse de pécule du personnel civil de la régie des chemins de fer à voie de 0,60 commissionnés avant le 15 août 1926.

ART. 2. — Cette répartition sera faite entre les comptes des agents visés à l'article ci-dessus au prorata des droits acquis au titre de l'arrêté viziriel du 21 mars 1929 (9 chaoual 1347).

ART. 3. — Le montant des comptes individuels des agents nommés avant le 15 août 1926 et qui décèderaient en activité de service, sera majoré du complément calculé dans les conditions visées à l'article 2.

ART. 4. — Le complément de subvention ne sera incorporé aux comptes individuels qu'au moment de leur liquidation, il sera augmenté des intérêts dont il aurait été productif et ce, à partir du 1^{er} janvier 1932.

ART. 5. — Le complément de subvention prévu aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté viziriel compris dans l'établissement de la bonification de la caisse de pécule des agents en service avant le 1^{er} juillet 1919 et dans celui de la bonification accordée aux agents mobilisés pendant la guerre 1914-1918 dans les mêmes conditions que les compléments de subvention alloués par les arrêtés viziriels des 21 mars 1929 (9 chaoual 1347) et 25 avril 1930 (26 kaada 1348).

ART. 6. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent qu'aux agents commissionnés, en activité de service à la date du 1^{er} janvier 1932.

*Fait à Rabat, le 3 safar 1351,
(6 juin 1932).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 juin 1932.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant nomination de membres du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance.

**LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**

Vu le dahir du 8 octobre 1924 (8 rebia 1343) relatif au droit des pauvres et, notamment, son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté résidentiel du 7 juin 1926 portant création du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance, modifié par les arrêtés résidentiels des 14 mars 1927 et 1^{er} juillet 1929 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 1931 nommant les membres de ce conseil,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Mondain, président de la Société de bienfaisance de Mazagan, est nommé membre du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance, en remplacement de M. David, ex-président de la Société française de bienfaisance de Meknès.

ART. 2. — MM. Monod et Guilmoto sont respectivement maintenus dans les fonctions de rapporteur et de rapporteur adjoint au conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance, pour une période d'un an à compter du présent arrêté.

ART. 3. — Le secrétaire général du Protectorat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 31 mai 1932.

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

donnant délégation permanente de signature au chef du service du commerce et de l'industrie, en ce qui concerne les demandes de brevet d'invention et de certificat d'addition.

**LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**

Vu le dahir du 23 juin 1916 relatif à la protection de la propriété industrielle, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 janvier 1918 donnant délégation permanente de signature au directeur de l'agriculture, en ce qui concerne les demandes de brevet et de certificat d'addition ;

Vu l'arrêté résidentiel du 11 décembre 1931 relatif aux attributions du chef du service du commerce et de l'industrie,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation permanente est donnée au chef du service du commerce et de l'industrie, pour signer les arrêtés résidentiels statuant sur les demandes de brevet d'invention et de certificat d'addition.

ART. 2. — L'arrêté résidentiel susvisé du 9 janvier 1918 est rapporté.

Rabat, le 7 juin 1932,

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

fixant les règles de transcription en français de l'arabe et du berbère, en vue de déterminer l'orthographe française des termes géographiques et des noms de collectivités.

**LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,**

Vu l'arrêté résidentiel du 27 février 1932 portant création d'une commission chargée de fixer les règles de transcription en français de l'arabe et du berbère ;

Vu les travaux de cette commission,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La transcription en français de l'arabe et du berbère, en vue de déterminer l'orthographe française des termes géographiques et des noms de collectivités, sera faite d'après les règles suivantes :

I. — Voyelles. — Les voyelles se transcrivent d'après leur prononciation.

Dans les mots arabes écrits, les voyelles sont souvent omises. Lorsqu'elles sont représentées, elles peuvent l'être de différentes manières : les unes par des accents qui accompagnent les consonnes, les autres par des lettres d'appui, qui n'ont pas d'analogue dans l'alphabet français.

Les accents voyelles sont les suivants et se transcrivent ainsi :

Damma $\overset{\text{◌}}{\text{◌}}$ o, ou (bref)

Fatha $\overset{\text{◌}}{\text{◌}}$ a, e

Kesra $\underset{\text{◌}}{\text{◌}}$ i, e

Les lettres d'appui qui correspondent à une prononciation de voyelles sont les suivantes :

Alif l se transcrit en principe a ou e, quelquefois i, o, ou.

Aïn ع se transcrit â, ê, î, ô ou oâ. Cette lettre ayant un son guttural sans équivalent en français, il y aura lieu d'affecter sa voyelle, dans la transcription, d'un accent circonflexe.

Ya ي se prononce i ; se transcrit i ou î ; ou bien y en diphtongue ; exemple : Hayaïna.

Ouaou و se transcrit ou.

II. — Consonnes. — 1^o Les consonnes suivantes, qui ont leurs similaires dans l'alphabet français, se transcrivent d'après leur prononciation, savoir :

Ba ب = b

Ta ت = t

Tsa س = t

Tâ ط = t

Dal د = d

Dzal ز = d

Dâ ظ = d

Dâd ض = d

Ha ح = h (se prononce aspiré)

He ه = h

Ra ر = r

Zine ز = z

Sine	س	} = s (se prononce toujours sourd comme dans le mot <i>son</i> et non sonore comme dans le mot <i>maison</i>).
Sâd	ص	
Chine	ش	= ch
Fa	ف	= f
Kef	ك	= k
Gaf	ق	= g
Lam	ل	= l
Mim	م	= m
Noun	ن	= n

2° Les autres consonnes, qui n'ont pas de similaires dans l'alphabet français, se transcrivent de la façon suivante :

Kha خ se transcrita *kh* ; se prononce avec un son guttural sans équivalent dans la langue française.

Djim ج se transcrita *j*

Rhaïn غ se transcrita *rh*

Kaf ف se transcrita *k*

III. — La transcription n'admet l'emploi d'aucune lettre inutile qui, ne modifiant pas la prononciation, alourdit le mot ; par conséquent :

1° Seules seront redoublées dans la transcription française les lettres redoublées dans l'écriture arabe ;

2° L'*e* muet ne figurera dans le corps d'un mot que lorsqu'il sera indispensable pour séparer plusieurs consonnes qui doivent être prononcées en deux syllabes ;

3° L'usage de l'*u* après le *g* est rigoureusement proscrit lorsqu'il n'est pas nécessaire ; exemple : Agdal et non Aguedal.

Les sons *p* et *v* n'existant ni en arabe ni en berbère, ces lettres ne peuvent figurer que dans les mots d'origine étrangère.

Les lettres *c*, *ç*, *x*, *q*, bien que leur consonnance existe dans la langue arabe, ne seront pas employées dans la transcription, à l'exception de la lettre *c*, pour former le chine = *ch* ; ou pour rentrer avec le son et à la place du *k*, dans quelques mots dont l'orthographe a été consacrée par l'usage, tels que : *cadi* pour *kadi* ; *caïd* pour *kaïd*.

Un nom arabe employé au pluriel ne sera jamais affecté de la lettre terminale *s* du pluriel français.

IV. — Les sons nasaux n'existent ni en arabe ni en berbère ; par conséquent, les syllabes *an*, *en*, *in*, *on*, dans le corps d'un mot se prononceront toujours comme dans « inapte », « analyse », et jamais comme dans « incapable » ; à la fin d'un mot elles seront terminées par un *e* muet, à l'exception des mots *ben* et *aïn*, dont la transcription sans *e* muet final est consacrée par l'usage : exemple : *Zaïane*, *Ouezzane*, *Tebene*, *Tine*, *Amine*.

V. — L'article arabe se transcrit *el* si le mot qu'il détermine commence par une voyelle ou par une des lettres suivantes : *b*, *h*, *kh*, *f*, *zh*, *k*, *g*, *m*. Devant un mot commençant par l'une des lettres : *t*, *d*, *r*, *l*, *n*, *s*, *z*, *j*, *ch*, l'*l* de l'article se prononce et se transcrit comme cette lettre, par suite de l'assimilation phonétique.

L'article peut disparaître dans la transcription bien que figurant dans l'écriture arabe ; s'il n'est pas prononcé

dans le langage, il y aura lieu de s'en remettre entièrement à l'usage local.

VI. — Résumé de la valeur et de la transcription des vingt-huit lettres de l'alphabet arabe, non compris le lam-alif, le hamza et le ta marbouta.

NOMS DES LETTRES	FORMES DES LETTRES	VALEUR	TRANSCRIPTION
Alif	ا	a, e, i, o, ou	a, e, i, o, ou
Ba	ب	b	b
Ta	ت	t	t
Tsa	ث	« th » anglais dur.	t
Djim	ج	dj ou j, quelquefois z ou g (dur).	j
Ha	ح	Forte aspiration gutturale.	h
Kha	خ	Son guttural (jota espagnole).	kh
Dal	د	d	d
Dzal	ذ	« th » anglais faible.	d
Ra	ر	r	r
Zine	ز	z	z
Sine	س	s (toujours sifflant).	s
Chine	ش	ch	ch
Sâd	ص	s (fortement prononcé toujours sifflant).	s
Dâd	ض	d prononcé avec emphase.	d
Tâ	ط	t fort.	t
Dâ	ظ	d prononcé avec emphase.	d
Aïn	ع	Fortement prononcé simule le bêlement de la brebis.	â, ê, ô, î
Rhaïn	غ	Se prononce avec un son guttural, fortement grasseyé entre le <i>g</i> et l' <i>r</i> .	rh
Fa	ف	f	f
Kâf	ك	k fortement prononcé.	k
Gâf	ق	g (dur).	g
Kef	ك	k	k
Lam	ل	l	l
Mim	م	m	m
Noun	ن	n	n
He	ه	Légère aspiration.	h
Ouaou	و	ou	ou
Ya	ي	i	i, î, y

Le lam-alif لا n'est qu'un groupe composé du lam et de l'alif et se transcrita : *la*.

Le hamza ؤ est d'un usage peu fréquent dans les mots du langage et ne se transcrita pas.

Le ta marbouta ة se transcrita suivant qu'il sonne *a* ou *t* par *a* ou *t* (et).

Le chedda ة placé au-dessus d'une lettre indique le redoublement dont il sera tenu compte dans la transcription : exemple : *Zemmour* et non *Zemour*.

ART. 2. — Le secrétaire général du Protectorat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 6 juin 1932,

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire dans les établissements spécialisés dans la vente au détail des chaussures confectionnées de tous genres, à Casablanca.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 18 décembre 1930 portant institution du repos hebdomadaire et, notamment, son article 6 ;

Vu l'accord intervenu les 21 juillet et 7 novembre 1931 entre la majorité des patrons du commerce spécialisé de vente au détail des chaussures confectionnées de tous genres, à Casablanca, et la majorité de leurs employés et ouvriers ;

Vu l'avis émis par la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca, dans sa séance du 21 octobre 1931 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Casablanca, dans sa séance du 21 décembre 1931,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements spécialisés dans la vente au détail des chaussures confectionnées de tous genres, de la ville de Casablanca, le repos hebdomadaire sera donné le dimanche simultanément à tous les employés et ouvriers.

ART. 2. — Les établissements visés à l'article précédent seront fermés au public pendant toute la journée du dimanche.

ART. 3. — Les agents énumérés à l'article 19 du dahir du 18 décembre 1930 sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 9 juin 1932.

MÉRILLON.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant réglementation de la circulation sur les pistes d'accès au centre d'estivage d'Aïn Almou.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 décembre 1922 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1923 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 63 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé de l'arrondissement d'Oujda, et du consul de France, chef de la région d'Oujda, après avis du directeur des eaux et forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication du présent arrêté, la circulation est réglementée ainsi qu'il suit :

1° Sur la piste autocyclable d'Aïn Almou :

Entre son origine, sur la piste d'Aïn Sfa au Guerbous, et son extrémité, la piste est ouverte à la circulation des véhicules :

a) Dans le sens de la montée : de 6 heures à 8 heures, de 12 heures à 14 heures, de 18 heures à 20 heures ;

b) Dans le sens de la descente : de 10 heures à 11 heures, de 15 heures à 17 heures, de 22 heures à 4 h. 1/2.

La circulation est interdite sur toute la longueur de cette piste aux véhicules d'un poids supérieur à deux tonnes de charge utile pour les véhicules à quatre roues et une tonne de charge utile pour ceux à deux roues.

2° Sur la piste d'Aïn Sfa au Guerbous :

La circulation est interdite sur toute la longueur de cette piste aux véhicules d'un poids supérieur à deux tonnes de charge utile pour les véhicules à quatre roues, et une tonne de charge utile pour ceux à deux roues.

ART. 2. — Des pancartes, apposées par les soins de l'autorité de contrôle aux origines et extrémités des pistes indiquées ci-dessus, signaleront cette réglementation.

Rabat, le 7 juin 1932.

JOYANT.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, au profit de M. Vidal, boulanger à Kénitra.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu la demande, en date du 16 mai 1932, présentée par M. Vidal Mattéo, boulanger à Kénitra, à l'effet d'être autorisé à puiser par pompage dans l'oued Sebou un débit de 5,5 litres-seconde, en vue de l'irrigation de sa propriété ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire du contrôle civil de Kénitra-banlieue sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, aux Oulad Bergel, avec un débit continu de 5,5 litres-seconde, au profit de M. Vidal Mattéo, boulanger à Kénitra.

A cet effet, le dossier est déposé du 26 juin au 26 juillet 1932 dans les bureaux du contrôle civil de Kénitra-banlieue, à Kénitra.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 8 juin 1932.

JOYANT.

*
*
*

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, au profit de M. Vidal, boulanger à Kénitra.

ARTICLE PREMIER. — M. Vidal Mattéo, boulanger à Kénitra, est autorisé à puiser dans le lit de l'oued Sebou un débit continu de 5,5 litres-seconde, destiné à l'irrigation de 5 hectares.

Le débit pourra dépasser 5,5 litres-seconde sans excéder 11 litres-seconde mais, dans ce cas, la durée du pompage journalier sera réduite en proportion.

ART. 2. — L'installation sera réalisée de telle sorte qu'aucune coupure ne soit pratiquée dans les berges et qu'il n'en résulte aucune gêne pour l'écoulement des eaux de l'oued.

ART. 3. — Les installations fixes ou mobiles à effectuer devront être capables d'élever un maximum de 11 litres-secondes à la hauteur de 4 mètres en été.

ART. 4. — Le permissionnaire sera tenu d'éviter la formation de mares stagnantes risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique.

ART. 5. — Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux.

ART. 6. — Il restera responsable de tous les dommages qui, du fait de l'autorisation qui lui est accordée, pourraient être causés aux droits des tiers. Ces droits sont et demeurent entièrement réservés.

ART. 7. — La présente autorisation donnera lieu au paiement par le permissionnaire, au profit de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation, d'une redevance annuelle de quatre cent quarante francs (440 fr.).

Cette redevance à verser à l'agent-comptable de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation ne sera exigible qu'après une période de cinq années, à compter du jour de la mise en service de l'installation.

ART. 9. — L'eau sera réservée à l'usage du fonds pour lequel elle est accordée et ne pourra recevoir, sans autorisation préalable du directeur général des travaux publics, une destination autre que celle prévue au présent arrêté.

ART. 10. — L'autorisation commencera à courir du jour de la notification du présent arrêté et prendra fin le 31 décembre 1941. Elle pourra être renouvelée sur une nouvelle demande du permissionnaire, la redevance pourra être révisée à ce moment.

Il est, de plus, stipulé qu'elle est essentiellement précaire et révocable à tout moment moyennant un préavis de trois mois pour motif d'intérêt public ou de meilleure utilisation des eaux au point de vue général et qu'en aucun cas, le retrait de l'autorisation ne peut ouvrir droit à une indemnité pour le permissionnaire.

L'Etat se réserve le droit, en vue d'assurer l'alimentation des populations riveraines de l'oued Sebou et de leurs troupeaux, de limiter chaque année, à toute époque et sans préavis, le débit que le permissionnaire pourra pomper dans l'oued sans que cette limitation puisse ouvrir en sa faveur un droit à indemnité, sauf réduction de redevance pour le nouveau débit accordé.

ART. 13. — Les installations du permissionnaire ne devront pas empêcher la circulation sur les francs-bords de l'oued ni sur le domaine public.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par rhétara, au profit des huit notables indigènes dont les noms suivent : Si Ahmed ben Brahim, Si Abderrahman ben el Houssaïne, Si Ali ben el Houssaïne, Si Ahmed ben Abderrahman, Si Aomar ben Mohamed ou Azzouz, Si Mohamed ben Lahcen, Si Aomar ben Abbou, Si Lhacen ben Aomar, tous du douar Aït Sbiti, tribu Ourika, annexe de Marrakech-banlieue.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur.

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu la demande, en date du 17 octobre 1931, présentée par huit notables indigènes du douar Aït Sbiti (tribu Ourika), tendant à être autorisés à creuser une rhétara d'un débit de six litres-seconde, à proximité du douar Aït Sbiti, aux fins d'irriguer leurs propriétés ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de l'annexe de Marrakech-banlieue, sur le projet d'autorisation de construction d'une rhétara, à proximité du douar Aït Sbiti (tribu Ourika), au profit des huit notables indigènes suivants, propriétaires des terrains avoisinants à irriguer : Si Ahmed ben Brahim, Si Abderrahman ben el Houssaïne, Si Ali ben el Houssaïne, Si Ahmed ben Abderrahman, Si Aomar ben Mohamed ou Azzouz, Si Mohamed ben Lahcen, Si Aomar ben Abbou, Si Lahcen ben Aomar.

A cet effet, le dossier est déposé du 26 juin au 26 juillet 1932 dans les bureaux de l'annexe de Marrakech-banlieue, à Marrakech.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;
Un représentant de la direction générale des travaux publics ;
Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;
Un représentant du service des domaines ;
Un géomètre du service topographique ;
Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 3 juin 1932.

JOYANT.

* * *

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par rhétara, au profit des huit notables indigènes dont les noms suivent : Si Ahmed ben Brahim, Si Abderrahman ben el Houssaïne, Si Ali ben el Houssaïne, Si Ahmed ben Abderrahman, Si Aomar ben Mohamed ou Azzouz, Si Mohamed ben Lahcen, Si Aomar ben Abbou, Si Lhacen ben Aomar, tous du douar Aït Sbiti, tribu Ourika, annexe de Marrakech-banlieue.

ARTICLE PREMIER. — Les huit notables indigènes : Si Ahmed ben Brahim, Si Abderrahman ben el Houssaïne, Si Ali ben el Houssaïne, Si Ahmed ben Abderrahman, Si Aomar ben Mohamed ou Azzouz, Si Mohamed ben Lahcen, Si Aomar ben Abbou, Si Lhacen ben Aomar, tous du douar Aït Sbiti (tribu Ourika), sont autorisés à creuser solidairement une rhétara à hauteur du douar Aït Sbiti (tribu Ourika), d'un débit de six litres-seconde (6 l.-s.).

ART. 2. — L'autorisation est exclusivement délivrée en vue de l'utilisation de l'eau pour les usages domestiques, l'abreuvement du bétail et l'irrigation des plantations sur les propriétés des notables susnommés.

ART. 4. — La présente autorisation commencera à courir du jour où le présent arrêté sera notifié aux permissionnaires et sera valable pour une durée de dix années renouvelable à la suite d'une nouvelle demande.

ART. 5. — Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ART. 6. — Si elle est renouvelée, la présente autorisation donnera lieu à la perception d'une redevance annuelle de six cents francs (600 fr.), payable le 1^{er} janvier de l'année qu'elle concerne, au profit de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Zilli, au profit de M. Moraël André, colon à Monod.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu la demande, en date du 28 mars 1932, présentée par M. Moraël André, colon à Monod, à l'effet d'être autorisé à établir une prise d'eau par pompage dans l'oued Zilli, aux fins d'irrigation de sa propriété ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de la circonscription de contrôle civil des Zemmour, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Zilli, à raison de 1 litre-seconde, au profit de M. Moraël André, colon à Monod.

A cet effet, le dossier est déposé du 26 juin au 26 juillet 1932 dans les bureaux du contrôle civil des Zemmour, à Khémisset.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 4 juin 1932.

JOYANT.

* * *

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Zilli, au profit de M. Moraël André, colon à Monod.

ARTICLE PREMIER. — M. Moraël, propriétaire à Monod (contrôle civil des Zemmour), est autorisé à prélever dans l'oued Zilli un débit continu de 1 litre par seconde destiné à l'irrigation de ses propriétés dites : « Bled es Mesjours I et II » et « Bled Ain Cherera », sur une superficie de 1 ha. 60 a.

Le débit des pompes pourra être supérieur à 1 litre sans dépasser 14 litres-seconde, mais, dans ce cas, la durée du pompage sera réduite en proportion.

ART. 2. — Les moteurs, pompes, tuyaux d'aspiration ou de refoulement seront placés de telle sorte qu'aucune coupure ne soit pratiquée dans les berges et qu'il n'en résulte aucune gêne pour l'écoulement des eaux dans l'oued.

ART. 3. — Les installations, fixes ou mobiles, à effectuer indifféremment en un point quelconque de la berge rive gauche, devront être capables d'élever au maximum 14 litres-seconde à la hauteur totale de 10 mètres en été.

ART. 4. — Le permissionnaire sera tenu d'éviter la formation de mares stagnantes risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique. Toute infraction dûment constatée à ces dispositions pourra entraîner le retrait de l'autorisation, sans préjudice, s'il y a lieu, des droits des tiers.

ART. 5. — Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution ou de partage des eaux.

ART. 6. — Il reste responsable de tous dommages qui, du fait de l'autorisation qui lui est accordée, pourraient être causés aux droits des tiers. Ces droits sont et demeurent entièrement réservés.

ART. 7. — La présente autorisation donnera lieu au paiement par le permissionnaire, au profit de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation, d'une redevance annuelle de cinquante francs, pour usage des eaux.

ART. 8. — Les travaux exécutés aux frais et par les soins du permissionnaire devront être achevés dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

ART. 9. — L'eau sera réservée à l'usage du fonds pour lequel elle est accordée et ne pourra recevoir, sans autorisation préalable du directeur général des travaux publics, une destination autre que celle prévue au présent arrêté.

ART. 10. — L'autorisation commencera à courir du jour de la notification du présent arrêté et prendra fin le 31 décembre 1942.

L'Etat se réserve le droit, en vue d'assurer l'alimentation des populations avoisinant Monod et leurs troupeaux, de limiter chaque année, à toute époque et sans préavis, le débit que le permissionnaire pourra pomper dans l'oued, sans que cette limitation puisse ouvrir en sa faveur un droit à indemnité, sauf réduction de redevance pour le nouveau débit accordé.

ART. 13. — Les installations du permissionnaire ne devront pas empêcher la circulation sur les francs-bords de l'oued ni sur le domaine public.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS**

portant ouverture d'enquête sur le projet de constitution d'une association syndicale agricole privilégiée des usagers du puits I du bled R'Bath.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 juin 1924 et l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles ;

Vu le projet dressé en vue de la constitution d'une association syndicale agricole privilégiée des usagers du puits I du bled R'Bath et comprenant :

1^o Plan de situation au 1/50.000^e ;

2^o Plan périmétral au 1/20.000^e ;

3^o Projet d'acte constitutif avec état parcellaire ;

4^o Règlement d'eau,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête de trente jours, à compter du 26 juin 1932, est ouverte dans le territoire de la circonscription autonome de contrôle civil d'Oued Zem, sur le projet de constitution d'une association syndicale agricole privilégiée, dite « des usagers du puits I du bled R'Bath ».

Les pièces de ce projet seront déposées au bureau du contrôle civil d'Oued Zem, à Oued Zem, pour y être tenues, aux heures d'ouverture, à la disposition des intéressés.

ART. 2. — L'enquête sera annoncée par des avis rédigés en français et en arabe, affichés au contrôle civil susdésigné, et publiés dans les marchés du territoire.

ART. 3. — Tous les propriétaires ou usagers intéressés sont invités à se faire connaître et à produire leurs titres au bureau du contrôle civil susdésigné, dans le délai d'un mois, à compter de la date d'ouverture d'enquête.

ART. 4. — Les propriétaires ou usagers intéressés aux travaux qui font l'objet du projet d'acte d'association et qui ont l'intention de faire usage des droits qui leur sont conférés par le paragraphe 3

de l'article 6 du dahir du 15 juin 1924, ont un délai d'un mois, à partir de la date d'ouverture d'enquête, pour notifier leur décision à l'ingénieur en chef de la circonscription de l'hydraulique à Rabat.

Art. 5. — A l'expiration de l'enquête, le registre destiné à recevoir les observations soit des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous autres propriétaires intéressés, sera clos et signé par le contrôleur civil d'Oued Zem.

Art. 6. — Le contrôleur civil d'Oued Zem convoquera la commission d'enquête prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté viziriel du 20 juin 1924 sur les associations syndicales agricoles et assurera les publications nécessaires. Cette commission procédera aux opérations prescrites et rédigera le procès-verbal de ces opérations.

Art. 7. — Le contrôleur civil d'Oued Zem adressera le dossier du projet soumis à l'enquête au directeur général des travaux publics après l'avoir complété par le procès-verbal de la commission d'enquête et y avoir joint son avis.

Rabat, le 6 juin 1932,
JOYANT.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Beth, au profit de M. Salvator Carollo.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu la demande, en date du 2 novembre 1931, présentée par M. Carollo Salvator, colon à Dar bel Hamri, à l'effet d'être autorisé à puiser par pompage dans l'oued Beth un débit de 1,5 litre-seconde, en vue de l'irrigation de sa propriété ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de la circonscription de contrôle civil de Petitjean, sur le projet d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Beth, avec un débit de 1,5 litre-seconde, au profit de M. Carollo Salvator, colon à Dar bel Hamri.

A cet effet, le dossier est déposé du 26 juin au 26 juillet 1932 dans les bureaux du contrôle civil de Petitjean, à Petitjean.

Art. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 9 juin 1932.

JOYANT.

* * *

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau par pompage dans l'oued Beth, au profit de M. Salvator Carollo.

ARTICLE PREMIER. — M. Salvator Carollo, colon à Dar el Hamri, est autorisé à puiser dans le lit de l'oued Beth, en vue de l'irrigation de sa propriété d'une superficie de 3 hectares environ :

1^o Jusqu'à la mise en service du barrage d'El Kansera, un débit de 1,5 litre-seconde ;

2^o Après la mise en service du barrage d'El Kansera, un débit continu de 1,5 litre-seconde correspondant à un volume de 42.000 mètres cubes. Ce volume sera réservé dans le barrage et le permissionnaire pourra s'en servir comme il l'entendra pour ses irrigations, à condition que le débit instantané prélevé ne dépasse jamais 3 litres-seconde ;

3^o Les moteurs, pompes, tuyaux d'aspiration ou de refoulement seront placés de telle sorte qu'aucune coupure ne soit pratiquée dans les berges et qu'il n'en résulte aucune gêne pour l'écoulement des eaux de l'oued.

Art. 2. — Les installations fixes ou mobiles à effectuer devront être capables d'élever au maximum 3 litres-seconde à la hauteur de 700 m. élé.

Art. 3. — Le permissionnaire sera tenu d'éviter la formation des mares stagnantes risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique.

Art. 4. — Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux.

Art. 5. — Il restera responsable de tous les dommages qui, du fait de l'autorisation qui lui est accordée, pourraient être causés aux droits des tiers. Ces droits sont et demeurent entièrement réservés.

Art. 6. — La présente autorisation donnera lieu au paiement par le permissionnaire, au profit de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation, d'une redevance annuelle de quatre-vingt-dix-sept francs cinquante centimes (97 fr. 50) pour usage des eaux.

Cette redevance à verser à l'agent-comptable de la caisse de l'hydraulique agricole et de la colonisation ne sera exigible qu'après une période de cinq années, à compter du jour de la mise en service de l'installation.

Art. 8. — L'eau sera réservée à l'usage du fonds pour lequel elle est accordée et ne pourra recevoir, sans autorisation préalable du directeur général des travaux publics, une destination autre que celle prévue au présent arrêté.

Art. 9. — L'autorisation commencera à courir du jour de la notification du présent arrêté. Elle prendra fin le 31 décembre 1942. Elle pourra être renouvelée sur la demande du permissionnaire.

Il est, de plus, stipulé qu'elle est essentiellement précaire et révoquable à tout moment, moyennant un préavis de trois mois pour motifs d'intérêt public ou de meilleure utilisation des eaux au point de vue général et qu'en aucun cas le retrait de l'autorisation ne peut ouvrir droit à indemnité pour le permissionnaire.

L'Etat se réserve le droit, en vue d'assurer l'alimentation des populations riveraines de l'oued Beth et de leurs troupeaux de limiter chaque année, à toute époque et sans préavis, le débit que le permissionnaire pourra pomper dans l'oued sans que cette limitation puisse ouvrir en sa faveur un droit à indemnité, sauf réduction de redevance pour le nouveau débit accordé.

Art. 12. — Les installations du permissionnaire ne devront pas empêcher la circulation sur les francs-bords de l'oued, ni sur le domaine public.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

fixant, pour l'année budgétaire 1932, les modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 27 avril 1928.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION, Chevalier de la Légion d'honneur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La prime instituée par l'arrêté viziriel du 27 avril 1928 pour les importations d'animaux reproducteurs mâles des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, des juments de pur sang et de race bretonne, ainsi que des vaches

laitières inscrites aux herd-books de France, ne sera attribuée que pour les animaux dont l'importation aura été approuvée préalablement par le chef du service de l'élevage.

La demande d'approbation qu'ils adresseront à ces fins devra obligatoirement faire mention de la race des sujets à importer.

Les importateurs qui désireront bénéficier de ladite prime devront adresser leur demande au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, avant le 31 janvier 1933.

Cette demande devra faire mention de la valeur des animaux d'après la déclaration de douane et être accompagnée :

1° De l'avis d'approbation du chef du service de l'élevage ;

2° D'un certificat du vétérinaire-inspecteur de l'élevage de la circonscription à laquelle appartient l'importateur qui spécifiera que les reproducteurs importés, sont susceptibles d'améliorer les races locales ;

3° De la quittance de douane ;

4° De la carte d'inscription au herd-book pour les vaches laitières.

Les importateurs qui ne sont ni éleveurs, ni nourrisseurs devront justifier que les animaux pour lesquels la prime est réclamée sont destinés à des éleveurs ou des nourrisseurs.

Art. 2. — Cette prime, qui sera payée en fin d'exercice budgétaire, a été fixée, pour l'année 1932, dans la limite des crédits inscrits au budget, à 10 % *ad valorem* pour les animaux importés par des particuliers et 15 % pour ceux importés par les syndicats ou coopératives d'élevage et par leurs adhérents lorsque les importations ont eu lieu par l'intermédiaire de ces associations. La valeur estimative des animaux sera celle qui ressortira de la quittance de douane.

Elle ne sera due que jusqu'à concurrence d'une valeur maxima de 8.500 francs pour les animaux des races bovine, chevaline et asine, et de 1.500 francs pour ceux des races ovine, caprine et porcine.

Dans le cas où les sommes résultant des demandes de primes excéderaient les crédits inscrits au budget, il serait effectué un abatement proportionnel sur le montant des primes dues.

Art. 3. — Le chef du service de l'élevage est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 30 mai 1932,

LEFEVRE.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P.T.T. portant création d'une cabine téléphonique publique à Mahiridja.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 novembre 1924 relatif au monopole de l'État en matière de télégraphie et de téléphonie avec ou sans fil,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Mahiridja (ligne de Guercif à Missour) une cabine téléphonique publique qui sera installée à l'agence postale fonctionnant dans ce centre.

Art. 2. — Des communications téléphoniques pourront être échangées entre cette cabine et tous les bureaux du réseau général de l'Office ouverts au service téléphonique public interurbain.

Art. 3. — Le présent arrêté aura son effet à compter du 16 juin 1932.

Rabat, le 10 juin 1932.

DUBEAUCLARD.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DES P.T.T. portant création d'une cabine téléphonique publique à Ain Djemâa.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 novembre 1924 relatif au monopole de l'État en matière de télégraphie et de téléphonie avec ou sans fil,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Ain Djemâa (région de Meknès) une cabine téléphonique publique qui sera installée à l'agence postale fonctionnant dans ce centre.

Art. 2. — Des communications téléphoniques pourront être échangées entre cette cabine et tous les bureaux du réseau général de l'Office ouverts au service téléphonique public interurbain.

Art. 3. — Le présent arrêté aura son effet à compter du 16 juin 1932.

Rabat, le 10 juin 1932.

DUBEAUCLARD.

ORDRE GÉNÉRAL N° 1

Le général de division Huré, commandant supérieur des troupes du Maroc, cite :

1° A l'ordre de l'armée (titre posthume) :

DURGET Fernand, sous-lieutenant au 2^e régiment de zouaves :

« Officier d'un courage légendaire. A été tué le 18 novembre 1931, après avoir repoussé, à la tête du goum dont il venait de prendre le commandement, une furieuse attaque ennemie. »

14^e régiment de tirailleurs algériens

LENOIR Armand-Lucien-Achille, colonel commandant le 14^e régiment de tirailleurs algériens :

« Magnifique chef, remarquable soldat, tué accidentellement au cours du combat de l'Arembo, le 18 novembre 1931, après avoir remporté un succès complet. »

Régiment d'artillerie coloniale du Maroc

BALICHARD Claude, chef d'escadron :

« Officier supérieur de la plus haute valeur, après s'être particulièrement distingué aux opérations du Maroc de 1920-1921, a fait preuve au cours des opérations du Tadla des plus belles qualités techniques et manœuvrières et a obtenu de ses batteries les plus beaux résultats »

« S'est dépensé sans compter. Décédé des suites des fatigues imposées par un travail et un dévouement de tous les instants. »

2^e régiment de spahis marocains

MILOU BEN AOMAR, m^e 298, 1^{re} classe :

« Le 5 août 1931, au cours de l'attaque du bivouac d'Amar, a été mortellement blessé en se rendant à son poste de combat. »

21^e goum mixte marocain :

DHILLALI BEN ACHMI, m^e 55, 1^{re} classe :

« Brave goumier qui s'est toujours signalé par son courage et son allant. Le 17 octobre 1931, ayant surpris un djich dans le Tizi N'Touchit, n'a pas hésité à l'attaquer. A été tué au cours de l'accrochage. »

MOHAND ou ABOUBOU, m^e 85, 2^e classe à pied :

« Brave goumier qui se signalait sans cesse par sa bravoure et son courage. Le 17 octobre, ayant surpris un djich dans le Tizi N'Touchit, n'a pas hésité à l'attaquer. Blessé grièvement au cours de l'accrochage, est mort des suites de ses blessures. »

2^e régiment étranger

JEANSON Albert-Eloi, 2^e classe :

« Excellent légionnaire qui vient de trouver une mort glorieuse alors que sentinelle garde-face, il veillait à la sécurité au bivouac. Belle figure de soldat qui a déjà donné à maintes occasions la mesure de son courage et de son abnégation. Déjà titulaire de la croix de guerre des T.O.E. avec palme et de la médaille coloniale avec agrafe « Maroc 1925-1926 », accomplissait sa 11^e année de service. »

HADDOU ou MILOUD, m^{le} 4566, 2^e classe au 7^e régiment de tirailleurs marocains :

« Tirailleur qui s'est toujours fait remarquer par son allant et son énergie, tant pendant les opérations d'hiver, en décembre 1930 et février 1931, qu'au cours des dernières avances dans le cercle de Beni Mellal, en mai, juin et juillet 1931. Est mort en faisant son devoir le 5 décembre 1931, tué par l'éclatement d'une grenade, alors qu'il se trouvait en embuscade avec son groupe à proximité de l'oued Tangouft. »

MOHAMED BEN AHMED, m^{le} 1752, 2^e classe au 7^e régiment de tirailleurs marocains :

« Tirailleur d'un dévouement absolu, très brave au feu. A participé depuis 1928 à toutes les sorties et engagements du groupe franc. Est mort en faisant son devoir, le 5 décembre 1931, tué par l'éclatement d'une grenade, alors qu'il se trouvait en embuscade avec son groupe à proximité de l'oued Tangouft. »

ROGLÉDI Eugène, m^{le} 8313, 2^e classe au 3^e régiment étranger :

« Légionnaire consciencieux et dévoué qui, pendant trois années de service, avait donné, en opérations, comme en garnison, la preuve de ses qualités militaires et professionnelles. Tué accidentellement en service commandé le 17 décembre 1931. »

2^e A l'ordre de l'armée :

GENDRE, général de brigade :

« Officier général de premier plan.

« A fait preuve comme chef d'état-major du général commandant supérieur, dans la préparation générale du plan des opérations qui viennent de se terminer, du sens tactique le plus avisé, et de ce fait, a été pour le commandement un collaborateur incomparable.

« Désigné pour prendre à l'improviste, le 21 juillet, le commandement d'un détachement du groupe mobile de la région de Meknès, a, grâce à un emploi parfaitement coordonné des moyens militaires mis à sa disposition, conquis avec un remarquable brio les objectifs qui lui étaient assignés. »

GOUDOT, général de brigade :

« A commandé un important groupement de toutes armes pendant les opérations de juillet 1931, en Haute-Moulouya.

« S'est particulièrement distingué, le 21 juillet, à l'occasion de la prise de Tounfit et, le 26 juillet, à celle de la zaouïa de Sidi Yahia. Son enthousiasme, son sens toujours avisé et son esprit de décision lui ont permis à cette occasion d'occuper tous les objectifs malgré les difficultés de tous genres auxquelles il s'est heurté. »

DE LOUSTAL, général de brigade :

« Chef de guerre de tout premier ordre qui vient encore de diriger des opérations très importantes avec sa maîtrise habituelle.

« Après avoir, avec son groupe mobile, malgré des difficultés de terrain jugées jusque-là insurmontables, heureusement terminé la réduction de la courtine de l'oued El Abid, s'est signalé une fois de plus en s'emparant, dans un pays d'un accès effroyablement difficile et au prix de pertes minimes, du centre important de Bou Adil. »

NIÉGER, général de brigade :

« Officier général qui a su donner sa mesure sur tous les champs de bataille, aussi bien ceux de France que ceux des théâtres d'opérations extérieures.

« Vient encore de se signaler dans la préparation et la conduite des opérations de son groupe mobile, opérations qui ont amené la soumission des Imetchimènes et des importantes régions de Tounfit et de Sidi Yahia ou Youssef, dont les habitants n'avaient jusque-là jamais voulu reconnaître aucune autorité quelle qu'elle soit.

« A su, en particulier, assurer avec une maîtrise parfaite le recrutement et l'emploi de quatre mille partisans qui ont largement contribué au succès aussi rapide que brillant des dites opérations. »

VAILLANT, général de brigade :

« Adjoint au commandant du groupe mobile en même temps que commandant de l'artillerie pendant les opérations de juillet 1931, en Haute-Moulouya, a été le collaborateur le plus dévoué, s'appliquant à résoudre les problèmes les plus ardues que lui im-

« sait l'emploi d'une artillerie montée dans un pays de montagnes spécialement tourmenté. »

ANDRÉANI Dominique, lieutenant au 1^{er} chasseurs d'Afrique :

« Venu volontairement participer aux opérations, a été successivement affecté à l'encadrement des partisans, puis à l'état-major d'un groupement. Allant, énergique, très au courant des questions marocaines, a rendu des précieux services et a fait preuve une fois de plus des plus belles qualités militaires, en particulier lors de l'occupation d'Agoulaf, le 27 juin, à la tête de ses partisans. »

ANIUBEAULT Ernest, m^{le} 3100, adjudant au 37^e régiment d'aviation :

« Sous-officier pilote d'une maîtrise légendaire :

« A effectué en sept mois cent soixante-douze heures de vol de guerre en quatre-vingt-onze missions où son cran magnifique n'a jamais varié. Aucune date n'est à rappeler, il faudrait les mentionner toutes en raison de la part brillante qu'il a prise à chacune des missions confiées à son escadrille. Pilote de limousine sanitaire d'une adresse exceptionnelle et d'un dévouement absolu. »

BOQUIER, colonel au 64^e régiment d'artillerie d'Afrique :

« A pris part à toutes les opérations de l'été 1931 et y a rendu des services de premier ordre par ses qualités techniques, son expérience africaine et son endurance. Le 21 mai, a coordonné l'action massive de dix-huit pièces d'artillerie sur les groupements insoumis qui s'opposaient à notre avance et qui durent s'enfuir précipitamment sous notre feu.

« Officier supérieur d'une grande valeur et d'une rare modestie qui a eu une part brillante dans les succès ininterrompus que nous avons remportés, en 1931, sur l'oued El Abid. »

AYMERICH, intendant militaire, intendance du Maroc :

« A participé comme intendant du groupe mobile du Tadla à toutes les opérations de l'été 1931. Grâce à la sûreté de son jugement, à l'expérience qu'il a acquise dans la troupe et les états-majors, à son intelligente activité, M. Aymerich a obtenu pendant les opérations des résultats en tous points remarquables. Toujours sur la brèche, a fait preuve au contact même de l'insoumission, de calme, d'énergie et de sang-froid. »

BRUNET Albin, lieutenant au 37^e régiment d'aviation :

« Pilote ardent, observateur infatigable. A eu une large part dans la surveillance des mouvements dissidents pendant la période qui a précédé les opérations du groupement du groupe mobile Niéger, ainsi que dans l'étude du secteur de Tounfit où s'est effectuée la progression.

« Du 15 au 26 juillet, a assuré chaque jour l'accompagnement des troupes d'attaque, communiquant à tous par son audace réfléchie, la confiance et l'ardeur. A, dans la seule journée du 15 juillet, effectué six heures de vol et participé par une attaque heureuse à la mitrailleuse à la débandade des éléments ennemis qui s'étaient formés pour surprendre de flanc les partisans sur le Tissoufra. »

CHAUVELOT Firmin-Marius, capitaine au 7^e régiment de tirailleurs marocains :

« Investi du commandement du poste provisoire de l'Agrib N'Tagma, l'organise en quelques jours par un travail sans répit. Dans la nuit du 5 au 6 août 1931, attaqué par une harka de trois cents guerriers de la montagne berbère, repousse deux furieux assauts et inflige des pertes sévères à l'ennemi, contraint à une fuite précipitée et à l'abandon de trois cadavres et un fusil sur le terrain de la lutte. »

DAUPHINOT, colonel au 1^{er} chasseurs d'Afrique :

« A commandé pendant les opérations de l'été 1931, le groupement de toutes armes qui s'est emparé de l'important massif de l'Adrar N'Oulsguer, le 15 juillet, et des positions de Talghout, le 19 août.

« Attaqué, le 19 septembre, sur les positions avancées de son secteur par d'importants contingents insoumis groupés sous le commandement du Taïbi, a réussi par son calme, son esprit de décision et les dispositions judicieuses qu'il avait adoptées, à faire échouer toutes les tentatives de l'ennemi qui dut abandonner le terrain en subissant des pertes élevées.

« Officier supérieur dont les hautes qualités militaires et l'expérience marocaine font un commandant de colonne de premier ordre. »

DEWATRE, lieutenant au 13^e régiment de tirailleurs algériens :

« Commandant un groupe d'ouvrages avancés, s'est particulièrement signalé dans les opérations de réduction de la courtine de l'oued El Abid. »

« A donné toute sa mesure dans l'organisation successive des diverses positions occupées par son unité au cours des progressions de l'Isnaïne Ouangaref et Agoulaf. »

GONTRAN, sergent-chef au 3^e régiment d'aviation :

« Habile pilote d'un rare sang-froid et d'une grande énergie. Le 6 mars, contraint d'atterrir par suite d'un accident à son avion, a gardé tout son calme, malgré la proximité de l'ennemi, a choisi son terrain et a conduit son avion au sol par une manœuvre magnifique. A fait preuve d'une endurance et d'une énergie peu communes, pour rentrer dans nos lignes, marchant plus de vingt-quatre heures et parcourant 80 kilomètres en zone désertique. »

GROENER, colonel au 4^e régiment de tirailleurs marocains :

« A participé du premier au dernier jour à toute les opérations du groupe mobile du Tadla. Placé à la tête d'un important groupement de toutes armes, s'est emparé, le 11 mai du Bou Gaïouar, le 22 mai de l'Aougra, le 27 juin de Taguelt, le 3 juillet du djebel Ouenzaden, le 15 juillet de Bou Inougoudane, le 24 juillet de Bou Adil, le 15 septembre de Tiffert des Aït Hamza. A rempli avec distinction toutes les missions qui lui étaient confiées. Remarquable officier supérieur dont les qualités exceptionnelles sont mises en relief par une haute valeur morale et une rare énergie. »

HALNA DU FRETAY Xavier, lieutenant-colonel au 13^e régiment de tirailleurs algériens :

« A participé comme adjoint au commandant d'un groupement à toutes les opérations de 1931 sur l'oued El Abid et l'Assif Ouirine. A fait preuve de la plus intelligente initiative le 22 mai à Ifri N'Ouachal, le 27 juin à Tazanit, le 15 juillet à Assatour, le 26 juillet à Rastrgi, le 8 août à Bou L'Kouaz. Au cours de ces progressions, commandant un détachement de toutes armes, grâce à ses habiles dispositions, a pris une large part aux succès du groupement. »

« D'une activité communicative, a donné, le 27 juin, à Agoulaf, la preuve d'une rare vigueur physique en effectuant à pied la reconnaissance d'une liaison Agoulaf-Arembo, dans un terrain difficile, effort faisant suite à une progression de toute une nuit, un passage à gué de l'oued El Abid et l'organisation des positions conquises. »

HENNIART Armand, sous-lieutenant au 3^e régiment d'aviation :

« Officier de haute valeur morale et professionnelle, pilote remarquable, observateur de grande classe. »

« Chargé du service des renseignements du 1^{er} groupe, s'est acquitté de ce rôle avec un zèle et une persévérance inlassables. »

« A, en outre, conduit comme pilote ou observateur de l'avion-guê le groupe entier ou des pelotons isolés dans une longue série de bombardements très efficaces, notamment les 31 décembre 1930, 4 mars 1931 et 22 avril 1931. »

« Cent seize missions de guerre en deux cent onze heures quarante-cinq de vol depuis la dernière citation. »

HOGARD, capitaine à l'état-major du général commandant supérieur :

« Désigné pour exercer les fonctions de chef d'état-major d'un important groupement de toutes armes, a montré pendant toutes les opérations de brillantes qualités militaires, une vive intelligence et un moral élevé. »

« A l'Adrar N'Oulsguer, en particulier, par son sang-froid, son esprit de méthode et son activité, a contribué dans une large mesure, par la parfaite organisation du secteur, à l'échec complet des groupements insoumis qui, sous les ordres du Taïbi, avaient tenté d'attaquer nos ouvrages. »

« Officier de valeur dont la qualité n'a d'égale que la modestie. »

HUSSON, lieutenant-colonel à l'état-major du génie :

« Chef du génie du groupe mobile de Meknès, a rendu d'importants services aux opérations en exécutant lui-même de nombreuses reconnaissances de pistes et déterminant avec beaucoup de coup d'œil le meilleur tracé, surveillant de près la bonne exécution des travaux, contribuant pour une large part à la mise en état des voies de communication nécessaires à la création de bases avancées. »

KELLER Pierre-François-Louis, lieutenant-colonel, chef d'état-major de la région de Meknès :

« A joué comme chef d'état-major de la région de Meknès un rôle de premier plan dans la préparation et l'exécution des opérations de juillet 1931, en Haute-Moulouya. »

« Travailleur infatigable, avec un entrain qui ne s'est jamais démenti, a réussi à organiser et à faire fonctionner les services de l'arrière dans des conditions telles que, malgré les difficultés considérables du terrain, la pénurie d'eau, l'éloignement des bases, le groupe mobile de quatorze mille hommes a pu évoluer en toutes circonstances sans le moindre à-coup. »

« A été l'un des meilleurs artisans du succès. »

(A suivre.)

INSERTIONS LEGALES, RÉGLEMENTAIRES ET JUDICIAIRES

Par arrêté résidentiel du 5 juin 1932, le journal hebdomadaire « L'Évolution marocaine » a été autorisé à recevoir les insertions légales, réglementaires et judiciaires dans les conditions fixées par l'article 3 de l'arrêté résidentiel du 13 mai 1922.

AVOCAT

autorisé à représenter les parties devant les juridictions makhzen pourvues d'un commissaire du Gouvernement.

(Addition à la liste insérée au Bulletin officiel n° 623, du 30 septembre 1924.)

Par arrêté viziriel du 4 juin 1932 (29 moharrem 1351), M. Devert André, avocat à Casablanca, a été admis à représenter les parties devant les juridictions makhzen pourvues d'un commissaire du Gouvernement.

CONCESSIONS DE PENSIONS CIVILES

Fonds spécial des pensions

Par arrêté viziriel du 6 juin 1932 pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après :

1^o Pension principale de veuve :

Boillaud Louise-Nathalie, veuve Herzog, le mari inspecteur principal de l'élevage.

Pension avec jouissance du 13 janvier 1932 : 10.309 francs.

2^o Pensions temporaires :

Orphelins Herzog : 1^o Marie-Louise, 2^o Jacques-Louis.

Pensions avec jouissance du 13 janvier 1932 : 4.122 francs.

AUTORISATIONS D'ASSOCIATIONS

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 7 juin 1932, l'association dite « Les enfants à la montagne », dont le siège est à Taza, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 6 juin 1932, l'association dite « Amicale des anciens cols bleus », dont le siège est à Kénitra, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 6 juin 1932, l'association dite « Association sportive d'Azemmour », dont le siège est à Azemmour, a été autorisée.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 6 juin 1932, l'association dite « Groupement des épiciers européens de Rabat-Salé », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

*
*
*

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 6 juin 1932, l'association dite « Association amicale des postes, des télégraphes et des téléphones », dont le siège est à Rabat, a été autorisée.

*
*
*

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 9 juin 1932, l'association dite : « Club Olympique Casablanca », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

*
*
*

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 9 juin 1932, l'association dite : « Fédhala Tennis-Club », dont le siège est à Fédhala, a été autorisée.

*
*
*

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 9 juin 1932, l'association dite : « Kénitra Ring-Club », dont le siège est à Kénitra, a été autorisée.

CRÉATIONS D'EMPLOIS

Par arrêté résidentiel en date du 8 juin 1932, il est créé dans le corps du contrôle civil au Maroc (services extérieurs) :

1 emploi de contrôleur civil stagiaire, à compter du 1^{er} juillet 1932 ;

6 emplois de contrôleur civil, par transformation de 6 emplois de contrôleur civil suppléant ;

8 emplois de contrôleur civil suppléant, par transformation de 8 emplois de contrôleur civil stagiaire.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

CONTRÔLE CIVIL

Par arrêté résidentiel en date du 1^{er} juin 1932, et en application de l'arrêté résidentiel du 23 mars 1932, M. CARONATTO Guillaume, rédacteur principal de 3^e classe du service du contrôle civil, candidat admis à l'emploi d'adjoint des affaires indigènes, est nommé adjoint des affaires indigènes de 3^e classe, à compter du 21 décembre 1928, et promu adjoint des affaires indigènes de 2^e classe, à compter du 1^{er} mai 1931.

Par arrêté résidentiel en date du 1^{er} juin 1932, sont promus dans le personnel du service du contrôle civil, à compter du 1^{er} juin 1932 :

Commis principal hors classe

M. CHAPUY Robert, commis principal de 1^{re} classe.

Commis principal de 3^e classe

M. ROUX Albert, commis de 1^{re} classe.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 10 mai 1932, sont nommés :

(à compter du 1^{er} avril 1932)

Surveillante de prison hors classe

M^{me} CASTEL Elisabeth, surveillante de 1^{re} classe.

Surveillant de prison de 1^{re} classe

M. FERRE Louis, surveillant de 2^e classe.

Surveillant de prison de 2^e classe

M. RICHARD Maurice, surveillant de 3^e classe.

Gardiens de prison de 2^e classe

AIACH BEN AMRIOUI, gardien de 3^e classe ;

MOHAMED BEN SAÏD BEN BOUCHAÏB, gardien de 3^e classe.

Par arrêtés du directeur des services de sécurité, en date du 10 mai 1932, les gardiens de prison stagiaires : BRAHIM BEN HADJ MOHAMED, MOHAMMED BEN LAHSEN, LARBI BEN ZBAÏDI, AHMED BEN MADANI BEN MOHAMED, M'BAREK BEN ALI, sont titularisés dans leurs fonctions et nommés gardiens de 3^e classe, à compter du 1^{er} avril 1932.

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 10 mai 1932, le gardien de prison stagiaire AHMED BEN M'BAREK, est titularisé dans ses fonctions et nommé gardien de 3^e classe, à compter du 1^{er} mai 1932.

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 18 mai 1932, M. LUCCIONI Clément, premier surveillant de 1^{re} classe, est nommé surveillant-chef de 3^e classe, à compter du 1^{er} juin 1932.

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 25 mai 1932, M. RAFFAELLI Raphaël, surveillant-chef hors classe, admis à l'examen d'aptitude à l'emploi d'économiste de prison des 12 et 13 avril 1932, est nommé économiste de 5^e classe, à compter du 1^{er} juin 1932 (emploi réservé).

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 27 mai 1932, le gardien de prison auxiliaire ALI BEN M'BAREK BEN SAÏD, pensionné militaire, est nommé gardien stagiaire, à compter du 1^{er} mai 1932.

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 27 mai 1932, M. PÉRALDI Jean, surveillant de prison stagiaire, est titularisé dans ses fonctions et nommé surveillant de 5^e classe, à compter du 1^{er} mai 1932.

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 18 mai 1932, le gardien de 3^e classe KADOUR BEN BACHIR est mis en disponibilité d'office, à compter du 1^{er} mai 1932.

*
*
*

JUSTICE FRANÇAISE

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 27 mai 1932, M. BUIAGIAR-STAGNETTO Félix, commis stagiaire à compter du 1^{er} avril 1931, est titularisé et nommé commis de 3^e classe, à compter du 1^{er} avril 1932.

*
*
*

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 25 mai 1932, pris à la suite du concours pour l'emploi de dessinateur-projeteur des travaux publics de 1932, sont nommés (emplois vacants), à compter du 1^{er} juin 1932 :

Dessinateur-projeteur de 6^e classe

M. LAVILLE Marcel, agent technique principal de 2^e classe.

Dessinateur-projeteur de 5^e classe

M. CARON Camille, agent technique principal de 2^e classe.

Dessinateur-projeteur de 4^e classe

M. AIHOLA Louis, agent technique principal de 1^{re} classe.

*
*
*

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE LA COLONISATION

Par arrêté résidentiel en date du 1^{er} avril 1932, M. DUPRÉ Raymond, chef de cabinet et des services administratifs à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, a été chargé, en outre, à compter du 1^{er} avril 1932, des fonctions d'adjoint au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et assurera, en cette qualité, l'intérim du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 14 mai 1932, M. BELLE Gustave, docteur-vétérinaire admis au concours des 25 et 26 avril 1932, est nommé vétérinaire-inspecteur stagiaire de l'élevage, à compter du 1^{er} mai 1932.

Par arrêté du sous-directeur, chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 6 juin 1932, M. MAGNE André, commis stagiaire, est titularisé et nommé commis de 3^e classe, à compter du 1^{er} juin 1932.

* *

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date des 15 avril et 10 mai 1932, sont promus :

(à compter du 1^{er} avril 1932)Topographe principal de 2^e classeM. MARTINOT Marcel, topographe de 1^{re} classe.(à compter du 1^{er} mai 1932)Topographe de 2^e classeM. MOUZON Marcel, topographe de 3^e classe.(à compter du 1^{er} juin 1932)

Topographe principal hors classe

M. ROUX Jean, topographe principal de 1^{re} classe.(à compter du 1^{er} juillet 1932)

Topographes principaux hors classe

MM. DUPONT Charles et SABATIER Raymond, topographes principaux de 1^{re} classe.

Topographe principal de 1^{re} classeM. JOYEUSE Auguste, topographe principal de 2^e classe.Topographes principaux de 2^e classeM. EBERHARD Henri et ILLA Joseph, topographes de 1^{re} classe.

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 22 avril 1932, sont incorporés dans les cadres :

En qualité de topographes adjoints de 3^e classe(à compter du 1^{er} avril 1932)

M. LOVAT Marcel, élève-topographe auxiliaire (à défaut de pensionné de guerre et d'ancien combattant) ;

M. VEITH André, élève-topographe auxiliaire.

(à compter du 1^{er} juin 1932)

M. NARBOU Henri, élève-topographe auxiliaire.

En qualité de dessinateurs stagiaires

(à compter du 16 avril 1932)

M. PAUL Lucien, élève-dessinateur auxiliaire (à défaut de pensionné de guerre et d'ancien combattant) ;

(à compter du 1^{er} juin 1932)

M. GIUSCELLI Ange, élève-dessinateur auxiliaire.

* *

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 6 juin 1932, M. CHARNOT Abel, docteur en pharmacie, pharmacien-capitaine, démissionnaire de l'armée active, est nommé pharmacien de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} juin 1932.

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 3 juin 1932, M. DAMEX Joseph, infirmier ordinaire de 3^e classe, est promu infirmier ordinaire de 2^e classe, à compter du 1^{er} juin 1932.

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 4 mai 1932, est acceptée, à compter du 1^{er} mai 1932, la démission de ses fonctions, présentée par M^{me} MAIRE Marie-Henriette, infirmière ordinaire de 6^e classe.

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 18 mai 1932, est acceptée, à compter du 1^{er} juin 1932, la démission de ses fonctions, présentée par M. le docteur BESSON André, médecin de 5^e classe.

Par décision du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 18 mai 1932, M^{lle} AUBLANC Louise est promue infirmière ordinaire de 6^e classe, à compter du 1^{er} juin 1932.

PROMOTIONS

réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril 1928 attribuant aux agents des services publics des bonifications et majorations d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

Par arrêté du directeur des services de sécurité, en date du 18 mai 1932, et par application des dahirs des 27 décembre 1924 et 8 mars, 7 et 8 avril 1928, M. REGIMBAUD Alexandre, surveillant de prison de 5^e classe, est reclassé surveillant de 2^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1931, avec un reliquat d'ancienneté de 18 mois et 10 jours.

Par arrêté du sous-directeur, chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 6 juin 1932, et en application du dahir du 27 décembre 1924, M. MAGNE est reclassé en qualité de commis de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1930.

Par arrêté du directeur, chef du service topographique, en date du 15 avril 1932, et en application du dahir du 27 décembre 1924, M. DUPONT Jean, topographe adjoint de 3^e classe, est promu topographe adjoint de 2^e classe, à compter du 1^{er} avril 1932.

Par arrêtés du directeur des douanes et régies, en date du 26 mai 1932, sont réalisées les promotions et revisions de situations suivantes :

NOMS ET PRÉNOMS	RÉSIDENTE	NOUVEAUX GRADES ET CLASSES	DATE DE DÉPART
			D'ANCIENNETÉ DANS LA CLASSE
<i>Bureaux</i>			
MM. BIHAN-FAOU Maurice	Casablanca	Commis de 3 ^e classe	1 ^{er} août 1930
HENNEQUIN Jean	id	id.	1 ^{er} novembre 1930
MUFRAggi Jérôme	id.	Commis de 2 ^e classe	8 juillet 1929
LIPPERT Lucien	Tanger	Commis de 3 ^e classe	7 janvier 1931
<i>Brigades</i>			
MM. COLONNA Joseph	Rabat	Préposé-chef de 6 ^e classe	10 juillet 1929
DENOT Albert	Casablanca	Matelot-chef de 4 ^e classe	23 juillet 1929
CECCALDI François	Tanger	Préposé-chef de 6 ^e classe	2 septembre 1929
CASTET Jean	Agadir	id.	25 octobre 1929

NOMINATION DANS LE PERSONNEL
du service des commandements territoriaux.

Par décision résidentielle, en date du 7 juin 1932, le chef de bataillon d'infanterie h. c. POMMIER Victor, affecté au service des commandements territoriaux par D. M. du 21 mai 1932 (J. O. du 25 mai 1932), est nommé commandant du cercle du Dadès-Todra.

Extraits du « Journal officiel » de la République française du 4 juin 1932, page 6118.

DÉCRET

portant fixation d'un contingent provisoire de blés tendres et durs et de farines de blé dur et semoules originaires de la zone française du Maroc à admettre en franchise en France et en Algérie pendant le mois de juin 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et des ministres de l'intérieur, des finances, du commerce et des postes, télégraphes et téléphones et de l'agriculture,

Vu l'article 307 du décret de codification douanière du 28 décembre 1926, complété par l'article 2 de la loi du 2 avril 1932 portant que des décrets rendus sur la proposition des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur et de l'agriculture, détermineront chaque année, d'après les statistiques établies par le Résident général de France au Maroc, les quantités auxquelles pourra s'appliquer le traitement prévu par l'article 305 dudit décret, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 2 avril 1932 ;

Vu les statistiques fournies par le Résident général de France au Maroc,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les quantités de blés tendres et durs et de farine de blé dur et de semoules (en gruau) de blé dur, originaires et importées directement de la zone française de l'Empire chérifien, et admises en franchise de droits de douane en France et en Algérie, du 1^{er} au 30 juin 1932, sont fixées provisoirement aux chiffres suivants :

Blé tendre, 200.000 quintaux.

Blé dur, 15.000 quintaux.

Farines de blé dur et semoules (en gruau) de blé dur, 5.000 quintaux.

ART. 2. — Le Gouvernement chérifien assurera la répartition du contingent de blés entre le commerce d'exportation marocain et l'union des docks-silos coopératifs.

ART. 3. — Un décret ultérieur fixera le contingent définitif des blés tendres et durs et des farines de blé dur et semoules (en gruau) de blé dur, originaires et importés directement de la zone française de l'Empire chérifien, à admettre en franchise de droits de douane en France et en Algérie, pour la période du 1^{er} juin 1932 au 31 mai 1933.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et les ministres de l'intérieur, des finances, du commerce et des postes, télégraphes et téléphones et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 juin 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

ANDRÉ TARDIEU.

Le ministre de l'intérieur,
ALBERT MAILLET.

Le ministre des finances,
P.-E. FLANDIN.

Le ministre du commerce
et des postes, télégraphes et téléphones,
LOUIS ROLLIN.

Le ministre de l'agriculture,
D^r CHAUVEAU.

DÉCRET

portant application, sous certaines réserves, de la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 devant les juridictions françaises du Protectorat du Maroc.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 17 de la loi du 26 décembre 1931 portant amnistie, Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères et du ministre de la défense nationale,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 26 décembre 1931, portant amnistie, sont applicables devant les juridictions militaires françaises du Protectorat du Maroc, à l'exception de la disposition de l'article 3 visant le délit prévu par les articles 245 du code de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857 et 218 de celui du 9 mars 1928, lorsqu'il s'agira, dans le cas du paragraphe 1^{er} de chacun de ces articles, de la dissipation d'armes ou de munitions, et, dans le cas du paragraphe 2, de non-représentation d'armes ou de munitions.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 juin 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

ANDRÉ TARDIEU.

Le ministre de la défense nationale,
FRANÇOIS PIETRI.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Beni Mellal

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Beni Mellal, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 20 juin 1932.

Rabat, le 8 juin 1932,

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville d'Oudjda

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville d'Oudjda, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 27 juin 1932.

Rabat, le 9 juin 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville d'Oudjda

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) de la taxe urbaine de la ville d'Oudjda, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 20 juin 1932.

Rabat, le 10 juin 1932.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PRESTATIONS*Midelt*

Les contribuables de Midelt sont informés que le rôle des prestations des européens, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 30 juin 1932.

Rabat, le 7 juin 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PATENTES ET TAXE D'HABITATION*Ville d'Oudjda*

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation d'Oudjda, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 4 juillet 1932.

Rabat, le 11 juin 1932.
Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE**Office marocain de la main-d'œuvre**

Semaine du 30 mai au 5 juin 1932

A. — STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS				TOTAL	DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL	OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL
	HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES		
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains	
Casablanca	55	31	18	42	449	55	6	8	»	69	12	1	21	12	46
Fès.....	3	94	»	14	111	9	25	2	13	49	4	6	2	5	17
Marrakech.....	»	»	1	»	1	8	6	»	1	15	»	»	»	»	»
Meknès.....	1	7	»	»	8	»	1	3	1	8	1	»	»	»	1
Oujda	9	274	»	»	283	8	2	1	»	11	»	»	»	»	»
Rabat	6	1	3	14	24	9	3	1	2	15	3	6	2	3	14
TOTAUX	74	410	22	70	576	89	46	15	17	167	20	13	25	20	78

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITÉ

VILLES	Citoyens français	Sujets français	Marocains	Belges	Grecs	Espagnols	Italiens	Polonais	Russes	Divers	TOTAL
Casablanca	95	»	82	»	»	15	18	2	3	3	218
Fès.....	8	2	146	»	1	2	»	»	»	»	159
Marrakech.....	6	»	7	»	»	1	1	»	»	»	15
Meknès	2	»	10	»	»	2	»	»	»	»	14
Oujda	6	»	274	»	»	1	»	»	2	»	283
Rabat	13	»	20	1	»	1	2	»	»	1	38
TOTAUX	130	2	539	1	1	22	21	2	5	4	727

ÉTAT
du marché de la main-d'œuvre.

Pendant la semaine du 30 mai au 5 juin, les bureaux de placement ont réalisé dans l'ensemble un nombre de placements supérieur à celui de la semaine précédente (576 au lieu de 355).

Il ressort du tableau ci-dessus que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a diminué (167 contre 182), ainsi que le nombre des offres d'emploi non satisfaites (78 contre 98).

A Casablanca, le marché du travail se stabilise. Le bureau de placement a pu satisfaire 76 % des offres et 68 % des demandes reçues.

A Fès, la situation du marché du travail est satisfaisante.

A Marrakech, la situation économique reste précaire.

A Meknès et à Oujda, le marché du travail continue à fonctionner dans des conditions satisfaisantes.

A Rabat, la situation est calme et le marché du travail ne présente aucun fait particulier digne d'être mentionné.

Assistance aux chômeurs. -- Pendant la période du 30 mai au 5 juin inclus, il a été distribué au fourneau économique par la Société française de bienfaisance de Casablanca, 2.174 repas. La moyenne quotidienne des repas servis a été de 310 pour 54 chômeurs et leur famille. En outre, une moyenne quotidienne de 51 chômeurs a été reçue à l'asile de nuit et 50 chômeurs ont été employés sur le chantier municipal.

A Fès, 115 personnes ont été hébergées à l'asile municipal de nuit.

A Marrakech, 51 chômeurs ont été secourus par bons de vivres.

A Oujda, le chantier municipal occupe 36 chômeurs.

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE

BANK OF BRITISH WEST AFRICA LTD.

LA BANQUE ANGLAISE

Capital autorisé : L. 4.000.000. — Capital souscrit : L. 3.000.000
Siège social : LONDRES

*Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca,
Fès-Médina, Mazagan, Safi, Tanger, Iles Canaries,
Côtes de l'Afrique Occidentale.*

*Correspondants en France : Lloyds et National Provincial
Foreign Bank Ltd., Westminster Foreign Bank Ltd.*

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
Assurances

Immeuble Banque Anglaise - CASABLANCA
Bureaux à louer

La 201 PEUGEOT

est la voiture la

plus économique

à l'achat et à

l'entretien et de

plus... elle est

FRANÇAISE !

LE MAGHREB IMMOBILIER
CH. QUIGNOLOT

Téléphone 29.00 — 9, Avenue Dar-el-Maghzen — Rabat

Vous prie de le consulter pour toutes transactions immobilières, commerciales, agricoles,
prêts hypothécaires, topographie, lotissements.